Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 4 mai 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°894 ■

ENERGIE, MÉTAUX

La BM prévoit une hausse notable des prix en 2026

P 16

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE INSISTE SUR LA POURSUITE DE CETTE DYNAMIQUE

La diversification de l'économie, une réalité

Dans un contexte de transformation économique accélérée, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé la stratégie de l'Algérie visant à consolider la diversification de l'économie et à renforcer les exportations hors hydrocarbures. Lors de son entrevue périodique avec les médias nationaux, diffusée samedi soir, il a détaillé les grands axes de cette mutation, fondée sur la valorisation des ressources nationales, la modernisation industrielle et la lutte contre les pratiques économiques illicites. P 3

AVEC LA PARTICIPATION DE 960 EXPOSANTS

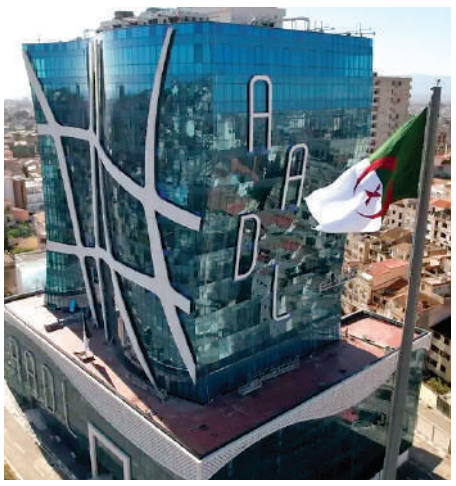
La 28e édition du "Batimatec 2026" s'ouvre à Alger

La 28e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics, (Batimatec 2026), a été ouverte hier au Palais des expositions, Alger, avec une large participation nationale et internationale.

P 2

AADL 3

Livraison des premiers logements avant fin 2026 dans certaines wilayas



Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé hier à Alger que la distribution des premiers logements du programme location-vente « AADL 3 » est prévue avant fin 2026 dans certaines wilayas.

P 5

OPEP+

L'Algerie augmente sa production de 6 000 barils/jour

Sept pays du groupe OPEP+, dont l'Algérie, sont convenus, hier, d'une augmentation collective de la production pétrolière de 188.000 barils par jour pour le mois de juin prochain, a indiqué le ministère des Hydrocarbures dans un communiqué.

P 5

SALON INTERNATIONAL DE L'HABITAT ET DE L'IMMOBILIER

La première édition du « Logim Expo » du 15 au 19 juillet prochain à Oran P 2

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs dossiers examinés P 3

DYNAMISATION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Le port d'Annaba accélère le rythme des opérations P 4

AVEC LA PARTICIPATION DE 960 EXPOSANTS

La 28e édition du "Batimatec 2026" s'ouvre à Alger

La 28e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics, (Batimatec 2026), a été ouverte hier au Palais des expositions, Alger, avec une large participation nationale et internationale.
Organisée du 3 au 7 mai par la Société Algeria Exhibitions, filiale du Groupe SAFEX, et la société "Batimatec Expo", sous le patronage du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, cette manifestation économique constitue un rendez-vous majeur pour le secteur des travaux publics, couvrant l'ensemble des branches du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics.
Cette édition se distingue par la participation record de 950 entreprises nationales et étrangères représentant différentes spécialités et filières du secteur du bâtiment, venues d'une quinzaine de pays, à l'instar de la Chine, de la Turquie, de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal, en plus de la participation de 40 start-up dans diverses activités et travaux relevant du secteur du bâtiment et des travaux publics.
Le salon prévoit un riche programme de conférences destinées aux professionnels et aux universitaires, animées par des experts dont des cadres du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et de l'Aménagement du territoire, selon les organisateurs.
Ces conférences aborderont plusieurs thématiques liées à l'innovation et aux start-ups dans le domaine du bâtiment et des matériaux de construction, ainsi que les nouveaux défis environnementaux dans le secteur du bâtiment, tels que les émissions de carbone dans l'industrie des matériaux de construction, en plus du financement des projets innovants et de l'intégration de l'innovation dans le domaine de la construction durable.
Il est prévu aussi l'organisation de la troisième édition du concours de l'innovation dans le bâtiment "INNOV BAT", visant à stimuler l'innovation dans les techniques de construction, encourager la recherche de solutions adaptées à la réalité et à la géographie algériennes, et soutenir les talents et compétences nationales.

R E.

AADL 3

Livraison des premiers logements avant fin 2026 dans certaines wilayas

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé hier à Alger que la distribution des premiers logements du programme location-vente « AADL 3 » est prévue avant fin 2026 dans certaines wilayas.

Par Z R.

Dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture de la 28e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2026), M. Belaribi a fait état du lancement de la réalisation d'environ 130.000 logements « AADL 3 », soulignant que l'opération de paiement se déroule « normalement », avec près de 950.000 souscripteurs qui se sont acquittés de la première tranche par voie électronique. L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) avait lancé l'opération de paiement de la première partie de la première tranche par voie électronique en décembre dernier, suivie du paiement de la deuxième partie en avril dernier.
Le ministre Belaribi a souligné que l'objectif d'atteindre un logement 100 % algérien constitue un choix stratégique fondé sur l'intégration de l'ensemble des start-up et la promotion de l'innovation dans la dynamique du secteur, affirmant que le champ reste ouvert aux entreprises émergentes pour proposer des solutions innovantes dans le domaine du bâtiment. « L'intégration des start-up et des auto-entrepreneurs dans le secteur de la construction est désormais une réalité sur le terrain, ces entreprises apportant des solutions innovantes notamment en matière d'économie d'énergie et d'amélioration de la qualité de réalisation, contribuant ainsi au développement de modèles de logements plus durables », a souligné le ministre.
Il a également affirmé que la prochaine étape sera marquée par un renforcement de l'intégration du produit national dans les différents programmes de logement, avec un soutien accru aux initiatives innovantes, afin de consacrer la construction d'une économie nationale diversifiée et durable, fondée sur la connaissance et la technologie.
Le ministre a en outre souligné que les matériaux de construction algériens, toutes catégories confondues, connaissent une amélioration notable en termes de qualité, atteignant désormais des niveaux comparables aux produits étrangers sur les marchés internationaux, ce qui reflète les capacités productives nationales et renforce la position de l'Algérie dans ce domaine.
Lors d'une visite des différents pavillons de l'exposition, M. Belaribi et la délégation ministérielle ont pris connaissance de présentations détaillées sur les projets des grands groupes industriels publics et leurs capacités de production, ainsi que sur des start-up souhaitant contribuer à la dynamique économique que connaît le pays.
Le ministre a également mis en avant le rôle central des groupes industriels publics dans l'accompagnement de la forte dynamique sectorielle, notamment les grands projets structurants tels que le logement, à travers la fourniture de matériaux de base conformes aux normes internationales, citant notamment le groupe « Cosider » et le groupe industriel du ciment d'Algérie « GICA ».
M. Belaribi a également assisté à la présentation d'une start-up ayant développé une plateforme de contrôle à distance des climatiseurs, permettant une meilleure gestion du confort et des économies d'énergie, saluant les efforts des jeunes entreprises innovantes dans la recherche de solutions intelligentes.
De son côté, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouaddah, a mis en avant le rôle essentiel des start-up et des micro-entreprises dans la recherche de solutions innovantes dans différents secteurs, ainsi que leur contribution à l'augmentation du taux d'intégration nationale, soulignant que le salon, qui réunit environ 15 pays, constitue une opportunité favorable pour la conclusion de partenariats entre les start-up et les grandes entreprises participantes.
Il a ajouté, dans une déclaration à la presse, que la numérisation est devenue une nécessité incontournable, précisant que les start-up et les entreprises innovantes représentent l'un des moyens d'accéder à des technologies maîtrisées localement, que ce soit dans le domaine du bâtiment ou dans d'autres secteurs.

SALON INTERNATIONAL DE L'HABITAT ET DE L'IMMOBILIER

La première édition du « Logim Expo » du 15 au 19 juillet prochain à Oran

Le Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran accueillera la première édition du Salon international de l'habitat et de l'immobilier "Logim Expo", qui se tiendra du 15 au 19 juillet prochain, a indiqué, dimanche, le commissaire de cette manifestation, Mohamed Yacine Khachai.
Lors d'une conférence de presse qu'il a animée au siège de la Chambre de commerce et d'industrie de la région d'Oran, M. Khachai a précisé que plus de 70 exposants algériens sont attendus, parmi lesquels des professionnels de l'immobilier et de l'habitat, des promoteurs immobiliers, des représentants d'entreprises publiques et privées de réalisation, des établissements financiers et des compagnies d'assurance, ainsi que des représentants de certaines ambassades accréditées en Algérie.
Cet événement, organisé à l'initiative de l'agence "Ultimate Station" en partenariat avec "Boumedia Publicité", constituera une opportunité pour découvrir les nouveautés du secteur et promouvoir les partenariats.
Il permettra également de présenter au public des conceptions et des innovations technologiques pour les habitations modernes, ainsi que des solutions immobilières adaptées aux besoins des demandeurs de logement selon leurs revenus, proposées par des promoteurs immobiliers, des cabinets d'architecture et des professionnels de la décoration, a-t-il indiqué.
Ce salon de cinq jours, organisé sous le slogan "Eté, Habitat" coïncidant avec la saison estivale, représente une opportunité pour les citoyens et la communauté algérienne établie à l'étranger d'investir dans le domaine du logement, notamment à travers l'acquisition de logements promotionnels ou l'inscription aux programmes de logement en cours de réalisation dans la ville d'Oran.
Plusieurs promoteurs immobiliers proposeront, à cette occasion, des réductions sur les prix des logements réalisés, ainsi que des ventes sur plan, afin d'attirer un grand nombre d'émigrés souhaitant acquérir un logement, a ajouté M. Khachai.
Par ailleurs, des rencontres B2B entre opérateurs économiques seront également organisées, en plus de conférences destinées aux professionnels du secteur portant notamment sur "l'environnement et les maisons intelligentes", "les technologies modernes dans le domaine de la construction", "l'architecture", "l'aspect esthétique des programmes de logement", ainsi que "l'aménagement urbain et les espaces verts", entre autres.

APS

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE INSISTE SUR LA POURSUITE DE CETTE DYNAMIQUE

La diversification de l'économie, une réalité

Dans un contexte de transformation économique accélérée, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé la stratégie de l'Algérie visant à consolider la diversification de l'économie et à renforcer les exportations hors hydrocarbures. Lors de son entrevue périodique avec les médias nationaux, diffusée samedi soir, il a détaillé les grands axes de cette mutation, fondée sur la valorisation des ressources nationales, la modernisation industrielle et la lutte contre les pratiques économiques illicites.

Par Selma R.

Le Président a estimé que l'Algérie a atteint « un niveau de développement irréversible », soutenu par des indicateurs économiques positifs et une dynamique de transformation structurelle. Lors de son entrevue diffusée samedi soir sur les chaînes de Télévision et de Radio nationales sur les chaînes nationales, il a insisté sur la nécessité de poursuivre les réformes afin de consolider cette trajectoire. « Il est important de poursuivre cette dynamique à travers la diversification de l'économie et le renforcement des exportations hors hydrocarbures », a-t-il affirmé.

Le Président Tebboune a indiqué que la prochaine étape repose sur une refonte profonde du modèle économique. « La prochaine étape repose sur l'instauration d'une véritable transformation économique fondée sur la valorisation des ressources nationales hors hydrocarbures », a-t-il expliqué, citant notamment le développement des industries de transformation et la création de valeur ajoutée. Selon lui, cette orientation permet de rompre avec un modèle longtemps dépendant des hydrocarbures. « La diversification de l'économie est devenue aujourd'hui une réalité, après avoir été pendant des décennies un simple slogan », a-t-il souligné.

Exportations et montée en puissance industrielle

Le président Tebboune a mis en avant la progression des exportations hors hydrocarbures, estimées entre 8 et 9 milliards de dollars annuellement, portées par des secteurs industriels en expansion.

« L'Algérie est aujourd'hui plus concurrentielle que certains pays européens dans des domaines comme l'électroménager », a-t-il déclaré, soulignant également que le pays est passé d'importateur à exportateur dans certaines filières, notamment le rond à béton.

Dans ce cadre, il a évoqué les performances de l'industrie automobile, avec notamment une intégration progressive de la production locale. L'usine Fiat en Algérie devrait atteindre « un taux d'intégration de 40 % avec une orientation vers l'exportation », selon ses précisions.

Le Président a insisté sur la nécessité de transformer localement les ressources naturelles. «L'un des principes fondamentaux adoptés est de ne pas exporter les matières premières minières à l'état brut, mais de les transformer localement », a-t-il affirmé.

Il a cité le phosphate, le fer et le zinc comme ressources stratégiques devant être intégrées dans une chaîne de production nationale.

« Il faut exploiter le phosphate, non seulement pour les revenus qu'il génère, mais aussi pour son impact sur l'économie nationale », a-t-il ajouté. Le projet du phosphate intégré de Bled El Hadba illustre cette vision. Tebboune a indiqué que ce projet permettra, dès le début de 2027, de produire de l'acide phosphorique, des engrais, de l'ammoniac et de l'urée, tout en générant « un nombre important d'emplois».

Vers une économie de l'emploi et de l'initiative

Le président a également insisté sur l'intégration des jeunes diplômés dans le tissu économique. « Il s'agit d'une synergie générale visant à intégrer les 250.000 diplômés universitaires annuellement », a-t-il expliqué. Dans cette optique, il a rappelé que l'Algérie dispose d'autres gisements miniers qui seront exploités progressivement. « L'objectif est de faire de l'Algérie un pays créateur d'emplois hors hydrocarbures », a-t-il souligné.

Sur le plan financier, Abdelmadjid Tebboune a salué les progrès reconnus par le Groupe d'action financière (GAFI), évoquant une amélioration notable du système national de conformité. Concernant la numérisation, il a précisé que la transition vers le paiement électronique se fera de manière progressive. « Il n'est pas possible de passer rapidement du paiement en espèces au paiement électronique », a-t-il expliqué.

Il a également mis en garde contre les risques liés aux transactions en espèces, évoquant l'introduction de fausse monnaie dans certaines opérations économiques.

Dans le domaine des exportations, il a révélé des cas de sous-facturation ayant entraîné un manque à rapatrier estimé à 350 millions de dollars. « Nous nous sommes débarrassés de la 'issaba' de la surfacturation, mais nous faisons face à d'autres formes de fraude », a-t-il déploré.

Vision territoriale et grands projets

Sur le plan des infrastructures, le président a mis en avant les projets ferroviaires et miniers vers le Sud. « Les projets miniers et les lignes ferroviaires vers le Sud s'inscrivent dans une vision nationale », a-t-il indiqué. Il a évoqué notamment la dorsale ferroviaire reliant les Hauts Plateaux au Grand Sud, destinée à favoriser l'émergence de nouveaux pôles économiques. « L'Algérie est appelée à devenir un pays de 200 millions d'habitants en projection économique », a-t-il déclaré, soulignant la nécessité de développer les infrastructures dans les régions intérieures.

En conclusion, Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé une stratégie économique fondée sur la diversification, la transformation locale des ressources et l'accélération des exportations hors hydrocarbures, dans un contexte de réformes structurelles et de modernisation du modèle productif national.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE L'A SOULIGNÉ

"La liberté d'expression est garantie en Algérie"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé que la liberté d'expression était garantie en Algérie, à condition de respecter les lois de la République, les composantes de l'identité nationale et les traditions de la société.

Lors de son entrevue périodique avec les représentants de la presse nationale, diffusée samedi soir, sur les chaînes de Télévision et de Radio nationales, le président de la République a souligné que "la liberté d'expression est garantie dans notre pays, à condition que les idées exprimées soient celles de leurs auteurs et non pas des idées dictées par des parties, dont le but est de semer la zizanie, porter atteinte ou créer une scission parmi les composantes de la société".

Dans le même sillage, le président de la République a rappelé avoir juré devant le peuple algérien, lors de sa prestation du serment constitutionnel, d'être "l'adversaire de quiconque oserait porter atteinte à l'unité nationale ou à l'une des composantes de l'identité nationale, protégées par la Constitution et les lois de la République".

Il a assuré que l'intervention de la justice algérienne dans les questions liées à l'expression d'opinion demeure "rare", précisant que "tout contrevenant aux principes statués par la Constitution, la loi algérienne, et les traditions de la société, en paiera le prix, car la justice est libre et elle a pour mission d'interdire l'injure et la diffamation".

Après avoir rappelé que les lois de la République "interdisent la réouverture des dossiers du passé douloureux", le président de la République a réaffirmé que "le chaos ayant prévalu avant l'année 2019 ne se reproduira plus", soulignant, à cet égard, que "les relais de la cinquième colonne qui se croyaient protégés par des parties étrangères qui les utilisent, ont fini par réaliser qu'ils avaient tord et qu'aucune partie ne pourrait les protéger".

"Comment des pays occidentaux peuvent-ils prétendre qu'il y a des restrictions en Algérie, en se posant en modèles de démocratie, et infliger des peines d'emprisonnement à l'encontre de toute personne qui exprime sa sympathie envers la cause palestinienne sur les réseaux sociaux", s'est interrogé le président de la République.

APS

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

La visite du pape Léon XIV, un succès marquant une étape importante dans le renforcement des relations entre l'Algérie et le Vatican

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a qualifié la visite effectuée par le pape Léon XIV en Algérie de "succès" marquant une étape importante dans le renforcement des relations entre l'Algérie et le Vatican.

Lors de son entrevue périodique avec les représentants de la presse nationale, diffusée samedi soir sur les chaînes de Télévision et de Radio nationales, le président de la République a précisé que ses entretiens avec le pape ont porté essentiellement sur les relations bilatérales et la nécessité d'en faire des "relations pérennes et enrichissantes pour les deux parties".

Le président de la République a saisi l'occasion pour réitérer ses remerciements au pape pour cette visite, marquée par des "moments mémorables", notamment "son bain de foule".

Le pape Léon XIV a "une parfaite connaissance de ce qui se passe en Algérie, ce que j'ai personnellement apprécié", a dit le président de la République.

Il est aussi "au fait des efforts déployés par l'Algérie sur le plan culturel", a-t-il ajouté.

Répondant à une question sur les allégations selon lesquelles le pape était porteur de messages de dirigeants de pays européens, le président de la République a assuré que l'hôte de l'Algérie est au-dessus des considérations qui ne sont pas à la hauteur des bonnes relations bilatérales. Respecter l'autre implique de respecter sa liberté, a insisté le président de la République, soulignant que le pape Léon XIV adhère à ce principe.

APS

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs dossiers examinés

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant sur le suivi des accords de coopération bilatérale conclus avec le Tchad et le Niger, la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer, horizon 2035, ainsi que l'organisation et la sécurisation de l'acquisition de téléphones portables pour le marché national, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à nombre d'exposés portant sur le suivi des accords de coopération bilatérale conclus avec le Tchad et le Niger, la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer, horizon 2035, ainsi que l'organisation et la sécurisation de l'acquisition de téléphones portables pour le marché national", lit-on dans le communiqué.

APS

HYDRAULIQUE

Le ministre inspecte à Alger des installations vitales

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a effectué, samedi à Alger, une visite inopinée à plusieurs installations et centres hydrauliques, pour s'enquérir du fonctionnement et du degré d'opérationnalité des structures relatives aux services d'alimentation en eau potable (AEP) et d'assainissement, a indiqué un communiqué du ministère.
Entamant sa visite à la Direction centrale des grands travaux à Ain Naadja, le ministre a insisté sur la nécessité de mobiliser les moyens et les équipements nécessaires, notamment les pièces de rechange, pour parer à d'éventuelles pannes pouvant affecter les installations de pompage, afin d'assurer la continuité du service public au profit des citoyens.
M. Bouzegza a, à cette occasion, mis l'accent sur l'importance d'une intervention rapide pour réparer les pannes et assurer une opérationnalité permanente des installations. Au niveau de la grande station de pompage de Gué de Constantine, qui alimente une partie importante de la population de la capitale, le ministre s'est enquis de l'état actuel de la station suite aux récentes opérations de maintenance qu'elle a subies, soulignant la nécessité d'adopter un programme de maintenance périodique pour l'ensemble des installations afin d'en améliorer le rendement et l'efficacité. Le ministre de l'Hydraulique a clôturé sa visite à la station d'épuration des eaux usées de Baraki, où il a suivi le fonctionnement de la station et son système de télé-contrôle, s'enquérant des différentes étapes du traitement, depuis la réception des eaux usées jusqu'au traitement tertiaire par rayons ultraviolets (UV).
A cet égard, M. Bouzegza a relevé la nécessité d'élargir les domaines de réutilisation des eaux épurées, notamment dans les secteurs agricole, industriel et urbain, à l'instar de l'arrosage des espaces verts et du nettoyage des places publiques, afin de préserver les ressources hydriques potables, en application de la stratégie nationale dans ce domaine.

APS

DYNAMISATION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Le port d'Annaba accélère le rythme des opérations

L'Entreprise portuaire d'Annaba (EPA) a mobilisé l'ensemble de ses moyens humains et matériels afin d'accompagner la dynamique des exportations hors hydrocarbures, en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud.
Cette mobilisation vise à créer les meilleures conditions pour garantir la rapidité et l'efficacité des opérations de chargement des marchandises destinées à l'exportation. Elle s'inscrit également dans le cadre des orientations du groupe des services portuaires « Serport », avec un renforcement de la coordination entre les différents intervenants du système portuaire, notamment l'administration des douanes et les services de la police des frontières maritimes.
Dans ce contexte, l'EPA a engagé une opération de chargement de trois navires transportant des produits nationaux destinés aux marchés internationaux. Le navire « NIKI T », accosté au quai n°06, est ainsi chargé de 1 900 tonnes de ciment blanc ensaché en big bags, destinées à l'exportation vers l'Italie, pour le compte de l'opérateur économique « Biskria Ciment ».
De son côté, le navire « SIRUS SKY », accosté au quai n°07, reçoit un chargement de 8 000 tonnes de clinker, destiné à l'exportation vers le Portugal, assuré par l'opérateur économique « Groupe Holcim El-Djazaïr ».
Par ailleurs, le navire « GRACE C », amarré au quai n°08, est en cours de chargement de 33 000 tonnes de ciment blanc ensaché en big bags, destinées au marché américain, également pour le compte de « Biskria Ciment ». À travers cette hausse continue du rythme de chargement des produits nationaux destinés à l'exportation, l'Entreprise portuaire d'Annaba confirme son rôle stratégique en tant que plateforme logistique performante en Méditerranée. Elle contribue ainsi au soutien de l'économie nationale et au renforcement de la compétitivité des produits algériens sur les marchés internationaux.

S. R.

ORGANISATION D'UNE JOURNÉE D'ÉTUDE À MASCARA

L'intelligence artificielle et l'avenir des sociétés humaines en débat

L'Intelligence artificielle (IA) et l'avenir des sociétés humaines ont été au cœur d'une journée d'étude organisée, samedi dans la wilaya de Mascara. Une rencontre ayant permis de mettre en lumière le rôle de cette technologie moderne dans la réalisation du développement sous ses différentes dimensions économique, culturelle, sociale et éducative.
Le professeur Lazreg Djamaleddine, de l'Université de Sidi Bel-Abbes, a souligné que l'intelligence artificielle, autrefois perçue comme un simple outil d'assistance, est devenue, ces dernières années, un acteur majeur dans divers domaines de la vie, notamment sur le plan économique, à travers l'amélioration et le développement de la productivité dans les secteurs industriel, agricole et des services.
Il a ajouté que cette technologie moderne a également contribué à l'émergence de nouvelles formes de créativité artistique, les algorithmes étant désormais capables de produire des compositions musicales, des textes littéraires et des œuvres visuelles imitant la créativité humaine.
De son côté, le professeur Benyamina Karim, de l'université de Saïda, a estimé que l'intelligence artificielle a facilité l'interaction entre les individus via les plateformes numériques, en plus de son rôle dans le renforcement de la protection des données personnelles grâce au développement d'algorithmes spécialisés à cet effet.
Par ailleurs, le professeur Tahir Mohamed, de l'université de Sétif, a indiqué que cette technologie ouvre des perspectives prometteuses pour encourager l'innovation liée aux startups et aux projets innovants issus des universités et des centres de recherche scientifique. Il a également évoqué son impact positif sur l'amélioration des performances des jeunes entreprises, à travers le développement d'applications intelligentes contribuant à rehausser la qualité des produits agricoles et industriels et à en augmenter la rentabilité.
Pour sa part, le professeur Bouarouri El Yazid, de la même université, a affirmé que l'intelligence artificielle est capable d'améliorer la qualité de l'enseignement en accélérant l'acquisition des connaissances et en offrant un volume considérable d'informations dans diverses disciplines scientifiques et en plusieurs langues. Il a également évoqué son utilisation dans les processus de simulation et de modélisation complexes, permettant une meilleure compréhension des concepts et des pratiques.
A noter que cette journée d'étude est initiée par le club intellectuel et culturel "El Bayan", relevant de la Maison de la culture "Abi Ras Ennaciri" de Mascara, et a vu la participation d'enseignants et de chercheurs de plusieurs universités nationales.

APS

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Avril 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	59	68	50	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	120	135	105	الطماطم	
	Oignon sec	85	95	75	البصل الجاف	
	Ail sec	690	797	583	الثوم الجاف	
	Ail vert	188	211	164	الثوم الاخضر	
	Carotte	114	127	100	الجزر	
	Navet	112	125	99	اللفت	
	Petit pois	184	205	162	الجلبانة	
	Fève verte	86	98	73	الفول الاخضر	
	Courgette	126	141	111	الكوسة	
	Haricot vert	324	354	293	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	104	118	89	الخس	
Fruits frais	Orange	271	329	213	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	227	253	202	الليمون	
	Pomme locale	476	581	372	التفاح المحلي	
	Datte	496	625	367	التمر	
	Banane	438	453	424	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1971	2120	1822	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	378	390	365	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

TRAVAUX PUBLICS

Une commission technique algérienne de haut niveau en visite au Tchad

Une commission technique algérienne de haut niveau effectuera, à partir de dimanche, une visite de travail de trois (3) jours en République du Tchad, dans le cadre de la concrétisation des accords bilatéraux de coopération signés entre les deux pays dans le secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base, indique un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base.
Cette visite, prévue les 3,4 et 5 mai courant, vient en application des orientations des hautes autorités du pays visant à renforcer la coopération avec la République du Tchad, et en concrétisation des accords d'entente et des mémorandums de coopération conclus entre les deux pays le 22 avril dernier, précise la même source.
La commission est composée de représentants du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement (AICA), ainsi que de représentants de l'entreprise Cosider Travaux publics (Cosider TP), de la Société nationale des travaux publics (SNTP) et de l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics (CTTP). Cette visite s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des engagements exprimés par les Présidents des deux pays visant à renforcer les relations de coopération et l'action commune, et à élargir les domaines de partenariat bilatéral, notamment dans le secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base, lit-on dans le communiqué. Elle constitue également "une étape opérationnelle" pour traduire le contenu des accords conclus en programmes de coopération et en mécanismes de mise en œuvre sur le terrain, reflétant ainsi la volonté commune des deux pays de promouvoir la coopération à des niveaux supérieurs d'efficacité et de performance, conclut le communiqué.

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-12,39	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1398,00	0,00	-0,04	-0,83	8,99	5,56	29295	40 954 410,00
BIOPHARM	BIO	2 504,00	NC	0,00	0,02	1,29	6,66	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 079,00	2090,00	0,53	-0,75	-7,38	9,97	5,98	10700	22 363 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,38	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,22	3,97	5,00	0	0,00

OPEP+

L'Algerie augmente sa production de 6 000 barils/jour

Sept pays du groupe OPEP+, dont l'Algérie, sont convenus, hier, d'une augmentation collective de la production pétrolière de 188.000 barils par jour pour le mois de juin prochain, a indiqué le ministère des Hydrocarbures dans un communiqué.

Par Reda Hadi

L'accord est intervenu lors de la réunion de coordination du groupe des sept pays signataires de la Déclaration de coopération (DoC) de l'OPEP+ (Algérie, Royaume d'Arabie saoudite, Irak, Kazakhstan, Koweït, Sultanat d'Oman et Russie), lesquels pays appliquent des ajustements volontaires de leur production, avec la participation, par visioconférence, du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Samir Bekhti, et de cadres du secteur.
Conformément à cet accord, la production de l'Algérie augmentera en juin de 6.000 barils/jour, précise le communiqué. Ainsi, la part de l'Algérie dans la production pétrolière atteindra, en juin, 989.000 barils/jour, selon les données publiées par l'OPEP sur son site officiel.
Les participants ont réitéré « leur attachement à poursuivre la concertation étroite et continue, ainsi que leur détermination à agir de manière responsable, coordonnée et proactive, à même de soutenir l'évolution positive du marché pétrolier international et de maintenir sa stabilité ».
Au cours des débats, les ministres ont procédé à une évaluation approfondie et constructive des perspectives du marché pétrolier international à court terme. Dans un contexte économique mondial « orienté vers une stabilisation progressive », les ministres ont relevé « des indicateurs encourageants de reprise, soutenus par une dynamique de demande appelée à se renforcer davantage dans les semaines à venir ».
Le ralentissement enregistré récemment, lié en partie à des facteurs saisonniers, devrait également laisser « progressivement place à une amélioration de la consommation pétrolière, portée par des fondamentaux globaux solides », ajoute le communiqué, rappelant que cette réunion s'inscrit dans le cadre du « suivi régulier de l'évolution du marché pétrolier international et vise à renforcer la coordination entre ces pays en faveur d'un marché stable et équilibré ».
Selon un communiqué de l'OPEP, cet ajustement sera appliqué en juin 2026, en détaillant le quota de chaque pays membre.
La même source a ajouté que « les ajustements volontaires supplémentaires annoncés en avril 2023 pourront être rétablis, en partie ou en totalité, en fonction de l'évolution des conditions du marché et de manière progressive ».
Les pays continueront de suivre et d'évaluer de près les conditions du marché et, dans leurs efforts continus pour soutenir la stabilité, ils ont réaffirmé l'importance d'adopter une approche prudente et de conserver une flexibilité totale permettant d'augmenter, de suspendre ou d'inverser la suppression progressive des ajustements volontaires de production, y compris le retour en arrière des ajustements volontaires annoncés en novembre 2023.
Les sept pays de l'OPEP+ ont également souligné que cette mesure offrira une opportunité aux pays participants d'accélérer leurs compensations. Ils ont réitéré leur engagement collectif à respecter pleinement la Déclaration de coopération, y compris les ajustements volontaires supplémentaires de production, qui seront suivis par le Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC). Ils ont également confirmé leur intention de compenser intégralement tout volume de production excédentaire depuis janvier 2024.
« Les sept pays de l'OPEP+ tiendront des réunions mensuelles afin d'examiner les conditions du marché, le respect des engagements et les compensations. La prochaine réunion est prévue le 7 juin 2026 », a conclu l'OPEP.

OUM EL BOUAGHI

Achèvement du processus de suivi et d'évaluation des cultures stratégiques par satellite

La wilaya d'Oum El Bouaghi a achevé le processus de suivi et d'évaluation par satellite des cultures stratégiques, supervisé par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche en coordination avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL), a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction des services agricoles (DSA).
Le chef du service des statistiques agricoles et des enquêtes économiques, Karim Maancer a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cette opération, lancée fin novembre 2025, s'effectue par l'utilisation d'images satellites et s'appuie sur des programmes électroniques.
Le suivi des cultures stratégiques par satellite repose sur la numérisation des terres effectivement exploitées pour l'agriculture, afin de déterminer les superficies productives, calculer leur superficie et estimer la surface dédiée à chaque culture, selon le même responsable qui a également souligné que le processus permet également de calculer les superficies irriguées, notamment pour obtenir des résultats précis quant aux superficies cultivées, en particulier celles vouées aux cultures stratégiques.
M. Maancer a également indiqué avoir précédemment supervisé la formation des cadres des subdivisions agricoles pour effectuer le suivi et l'évaluation des cultures stratégiques par satellite et ce, dans les 29 communes de la wilaya.

APS

SONELGAZ

Mise en service de cinq nouveaux transformateurs électriques à Tissemsilt

La Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz "Sonelgaz" a mis en service cinq (5) nouveaux transformateurs électriques dans la wilaya de Tissemsilt, en prévision de la saison estivale, a indiqué, dimanche, la chargée de communication de l'entreprise, Samia Saad.
Mme Saad a souligné que cette mise en service s'inscrit dans le cadre des préparatifs pour faire face à la forte demande en énergie enregistrée durant l'été, ajoutant qu'il a été procédé également au renforcement des opérations de maintenance préventive visant à réduire les coupures enregistrées lors de l'été précédent.
A ce titre, un vaste programme de maintenance a été mis en œuvre, portant sur 153 transformateurs électriques et 115 kilomètres de réseaux de basse et moyenne tension, pour un coût global dépassant 100 millions de dinars.
Dans le cadre de ces préparatifs anticipés, l'entreprise a aussi réalisé 429 opérations de contrôle à l'aide de caméras thermiques, une technologie moderne permettant de détecter les anomalies potentielles avant leur survenue.
Par ailleurs, 34 opérations de raccordement et de renouvellement des réseaux ont été enregistrées, couvrant une distance totale de 70 kilomètres, dont 23 opérations déjà achevées et 11 autres en cours de réalisation, selon la responsable.

APS

INVESTISSEMENT

Un nouveau cadre réglementaire mis en place

L'acte d'investir en Algérie entre dans une nouvelle ère de lisibilité et de fluidité. La réorganisation engagée par les pouvoirs publics ne se limite pas à un simple ajustement administratif : elle consacre une approche intégrée où la coordination entre la décision politique et l'exécution technique devient la règle.
Cette nouvelle approche est bien ancrée dans les décrets exécutifs n°26-152 et n°26-153 publiés au Journal officiel n°31, qui redéfinissent en profondeur la gouvernance de l'investissement en Algérie.
Entre renforcement du Conseil national de l'investissement (CNI) et transformation de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) en véritable pivot opérationnel, l'État affiche sa volonté de lever les obstacles bureaucratiques et de booster davantage l'investissement.
Le premier axe de cette réforme, porté par le décret n°26-152, vise à réduire les cloisonnements entre le Conseil national de l'investissement (CNI) et l'organe d'exécution. Désormais, le président du conseil d'administration de l'AAPI assiste aux réunions du CNI en qualité d'observateur.
Plus significatif encore, le secrétariat du Conseil est désormais assuré par le directeur général de l'AAPI. Cette passerelle directe permet une meilleure circulation de l'information et une plus grande cohérence entre les orientations stratégiques du Premier ministère et leur mise en œuvre sur le terrain.

Un guichet unique aux compétences élargies

Le décret n°26-153 procède à une réorganisation en profondeur de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), désormais placée sous la tutelle du Premier ministre. Cette évolution marque un changement de positionnement stratégique pour l'institution, qui ne se limite plus à un simple rôle d'enregistrement des investissements, mais s'impose désormais comme un véritable partenaire de l'investisseur tout au long du processus d'investissement.
Dans ce nouveau cadre, l'AAPI voit ses missions considérablement élargies. Elle assure désormais la gestion du foncier économique, en devenant le gestionnaire du portefeuille foncier privé de l'État destiné à l'investissement. À ce titre, elle dispose du pouvoir d'octroyer des concessions convertibles en cession et d'exercer le droit de préemption au nom de l'État, renforçant ainsi son rôle dans la structuration de l'offre foncière.
Le texte consacre également une dimension d'intelligence économique pour l'agence, à travers la mise en place de bases de données centralisées portant sur les opportunités d'investissement et les disponibilités foncières. Ces informations sont accessibles via une plateforme numérique dédiée, destinée à améliorer la transparence et la visibilité du potentiel économique national.
Enfin, l'AAPI est chargée d'un accompagnement global des investisseurs, allant de l'accueil et de l'orientation jusqu'à l'octroi des avantages liés à l'investissement, ainsi qu'au suivi de la mise en exploitation effective des projets. Cette mission intégrée vise à assurer un encadrement continu et cohérent de l'ensemble du cycle d'investissement.
La réforme consacre également le rôle central des guichets uniques (grands projets et investissements étrangers, et guichets décentralisés). Ces structures regroupent en un même lieu les représentants des principales administrations : impôts, domaines, urbanisme, douanes, Sonelgaz, protection civile, emploi, sécurité sociale, ainsi que les banques et établissements financiers.
La règle est désormais claire : les représentants disposent d'une délégation de signature leur permettant de délivrer directement les actes administratifs. Les autorisations et documents liés à l'investissement doivent être délivrés dans un délai n'excédant pas 15 jours. Une transformation majeure, destinée à réduire les délais et à accélérer la concrétisation des projets.
Le conseil d'administration de l'AAPI, présidé par le représentant du Premier ministre, réunit les secrétaires généraux de seize ministères clés, dont l'Énergie, l'Industrie, les Finances, l'Agriculture, le Tourisme ou encore l'Urbanisme.
Cette configuration vise à renforcer la coordination interministérielle et à réduire les blocages sectoriels susceptibles de ralentir les projets structurants.
Avec ce nouveau cadre juridique, l'Algérie se dote d'un dispositif institutionnel modernisé, orienté vers l'efficacité et la rapidité de traitement des investissements.
L'enjeu principal de 2026 réside désormais dans la mise en œuvre concrète de ces réformes.

Synthèse R E.

IN-GUEZZAM

Lancement de la campagne moisson-battage de la saison 2025/2026

La campagne moisson-battage de la saison 2025/2026 a débuté samedi dans la wilaya d'In-Guezzam, sous la supervision du wali, Noureddine Rafsa.
Toutes les ressources matérielles et humaines ont été mobilisées pour cette opération afin de garantir le bon déroulement de la campagne qui a été lancée depuis l'exploitation agricole de M. Slimani Omar, dans la zone agricole PK30.
La superficie totale emblavée est de 180 hectares (ha), consacrée au blé dur (120 ha), à l'orge (30 ha) et au maïs blanc (30 ha).
Selon les informations fournies, les services agricoles tablent sur une production prévisionnelle de 4.800 quintaux de blé dur, 1.500 quintaux d'orge et 7.500 quintaux de maïs blanc.
Les services de la Protection civile accompagnent l'opération sur le terrain, en prenant les mesures préventives nécessaires pour protéger les récoltes contre les risques d'incendie.

APS

PRÉPARATION DE LA SAISON ESTIVALE À EL TARF

47 millions de dinars pour l'aménagement de 7 plages

Une enveloppe de 47 millions de dinars a été attribuée, dans la wilaya d'El Tarf, pour des travaux d'aménagement de 7 plages en prévision de la saison estivale 2026 afin de consolider les conditions d'accueil des vacanciers et d'assurer leur confort», a indiqué, samedi, la directrice du tourisme et de l'artisanat, Majda Zenadi.
Le même responsable, précisant, dans une déclaration à l'APS, que ce montant sera consacré à l'aménagement de 7 plages autorisées à la baignade situées dans les communes d'El Kala et de Berrihane, a ajouté que cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts visant à "garantir une bonne préparation de la saison estivale afin d'accueillir les estivants dans de bonnes conditions".
Les travaux d'aménagement prévus comprennent, notamment, la rénovation des postes de garde de la Gendarmerie nationale, de la Police et de la Protection civile, l'extension des stationnements, la réfection de l'éclairage public et le nettoyage, selon Mme Zenadi.
Il sera également procédé à l'ouverture et à l'aménagement des chemins menant aux plages en s'assurant de l'opérationnalité des réseaux d'alimentation en eau potable, d'assainissement et de téléphonie mobile et ce, afin de garantir une saison estivale réussie, conforme aux attentes des citoyens, à-elle encore fait savoir.

Pas moins de 20 plages autorisées à la baignade, toutes apprêtées, seront mises à la disposition des vacanciers et des visiteurs attendus de plusieurs wilayas du pays, a conclu la même responsable. (APS)

R E.

SÉTIF

Clôture du 5e salon national "Hidhab Pharma Expo"

La 4ème édition du salon national "Hidhab Pharma Expo", dédié à la production pharmaceutique et parapharmaceutique, organisée du 30 avril au 2 mai 2026 à la galerie des expositions de la cité Maâbouda de Sétif sous le slogan "la pharmacie nationale vers la souveraineté sanitaire", a été clôturée samedi.

Le directeur de l'événement, Khelifa Bella, a souligné que cette édition, qui a vu le nombre d'exposants augmenter par rapport aux expositions précédentes, a accueilli, pendant 3 jours, quelque 7.000 visiteurs dont des professionnels de la pharmacie et de la médecine, ainsi que des étudiants.
La diversité des exposants (producteurs, fabricants, institutions financières et d'assurances, dispositifs de soutien à l'emploi, associations) a permis la conclusion de nombreuses conventions de partenariat, a affirmé M. Bella.
Il a également indiqué que le programme scientifique organisé dans le cadre de cette manifestation économique a donné lieu à 30 communications d'experts.
De son côté, le représentant du groupe public Saidal, Mustapha Makhloufi, a souligné que la participation du groupe pour la quatrième fois consécutive "confirme l'importance accordée par Saidal à de tels espaces qui représentent une opportunité pour le contact et l'échange d'expériences avec divers partenaires".
La directrice du guichet unique décentralisé de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) à Sétif, Selma Mehelleb, a indiqué que la participation à cet événement visait à "se rapprocher davantage des investisseurs exposants qui ont retenu les avantages fiscaux offerts par le guichet unique dans le cadre de la loi sur l'investissement".
Il convient de noter que cette édition a été organisée sous le patronage du wali de Sétif, Mustapha Limani, en coordination avec la direction locale de la santé et sous la supervision du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (CNOP) et du Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO).

R E.

ORAN

Lancement d'un projet d'utilisation des eaux traitées pour l'arrosage des espaces verts à Aïn El Turck

La commune d'Aïn El Turck (à l'Ouest d'Oran) bénéficiera de la réalisation d'un réseau destiné à l'arrosage des espaces verts à partir des eaux usées traitées issues d'une station d'épuration, à-t-on informé, samedi, auprès des services de la wilaya.
Dans ce cadre, le wali d'Oran, Brahim Ouchene a suivi sur le terrain une présentation technique détaillée du projet, qui repose sur la valorisation des eaux traitées et leur utilisation pour l'irrigation des espaces verts à travers un réseau structuré qui sera réalisé au sein du tissu urbain de la commune, selon la même source.
Ce projet constitue l'une des principales opérations environnementales structurantes visant à valoriser les ressources en eau non conventionnelles et à rationaliser l'utilisation de l'eau potable, ce qui permettra d'améliorer considérablement la gestion et l'entretien des espaces verts et de renforcer le cadre de vie des habitants, à-on indiqué.
Lors de la présentation, les différents aspects techniques liés au processus de réalisation, aux capacités de pompage et aux réseaux de distribution vers les zones ciblées ont été exposés.
Selon les explications fournies, la durée de du projet a été fixée à trois mois. L'entreprise chargée des travaux s'est engagée à respecter les délais contractuels, en adoptant un système de travail continu (3×8) afin d'assurer un rythme rapide d'exécution et une qualité optimale.
Ce projet, considéré comme une solution environnementale alternative et durable, devrait contribuer à réduire la pression sur les ressources hydriques traditionnelles, à rationaliser la consommation d'eau potable, ainsi qu'à soutenir les efforts visant à protéger l'environnement, améliorer l'esthétique des espaces publics et renforcer le caractère verdoyant de la région, conclut la même source.
APS

RELIZANE

Mise en œuvre du dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêts

Le dispositif de prévention et de lutte contre les incendies de forêts et des cultures agricoles pour la saison 2026 a été mis en service, samedi dans la wilaya de Relizane.
Le wali de Relizane, Kamel Berkane, accompagné des autorités locales, a supervisé l'installation de ce dispositif dans la forêt de la commune d'El-Ouldja, dans les hauteurs des monts de l'Ouarsenis (à l'est de la wilaya).
Le dispositif mis en place comprend 16 équipes d'intervention et 5 postes avancés répartis dans les zones sensibles aux incendies, ainsi que la mobilisation de plus de 100 cadres et agents forestiers assurant le suivi et l'intervention 24h/24 et 7j/7, indique-t-on.
La Conservation des forêts a également mobilisé 24 tours de guet à travers les différentes forêts de la wilaya, en plus de 36 points d'eau répartis sur 25 communes forestières, en coordination avec la direction de l'Hydraulique et les services communaux, a précisé le chef du service de la Protection de la faune et de la flore, Yacine Boulenouar.
En outre, le numéro vert 1070 a été mis à disposition pour signaler les incendies, parallèlement à l'installation de stations de communication radio mobiles et fixes, ainsi que d'autres équipements visant à renforcer la coordination entre les agents forestiers, la Protection civile et les autres organismes concernés, afin de surveiller les foyers d'incendie et d'intervenir rapidement pour limiter leur propagation et de les maîtriser. Le Conservateur des forêts de la wilaya a souligné que « la Conservation des forêts met l'accent, dans cette campagne, sur le travail préventif dans les zones les plus exposées aux risques ».
Par ailleurs , dans le but de faciliter les déplacements des agents et limiter la propagation des feux, 118 km de pistes forestières ont été ouvertes et aménagées, en plus de la réalisation de pare-feux, a fait observateur M. Boulenouar.
Dans le même contexte, les services communaux ont opéré au nettoyage des abords des routes nationales, des chemins communaux et de wilaya, ainsi qu'à la bandes pare-feu sous les lignes électriques à haute tension sur une distance de 200 km, et ce, en coordination avec la société de distribution de l'électricité et du gaz et l'entreprise nationale de transport de l'électricité.
Afin de sensibiliser les citoyens, notamment les habitants des zones rurales proches des forêts, la Conservation des forêts de la wilaya de Relizane, lancée en coordination avec la Protection civile, la Gendarmerie nationale, la direction des services agricoles, les associations environnementales et la fédération de wilaya des chasseurs, des caravanes et des campagnes de sensibilisation, ainsi que des émissions radiophoniques sur l'importance de préserver le patrimoine forestier et les comportements à adopter en cas d'incendie.
La wilaya de Relizane dispose d'un domaine forestier de plus de 60.000 hectares, composé à 55% de pin d'Alep, tandis que les oliviers sauvages (oléastres) et les genévriers en représentent 35%. La majorité de ces superficies se situent dans les monts de l'Ouarsenis, Beni-Chougrane et le Dahra, selon les données de la Conservation des forêts.

APS

Les déficits américains face à la menace d'un retournement brutal des marchés

Avec un endettement record, les États-Unis peuvent-ils maintenir leur domination financière ? Les signaux d'alerte et les scénarios d'ajustement...

Par Michel-Henry Bouchet et Alexandre Landi, Skema Business School (*)

« Dans les mêmes circonstances où jadis un prince établissait un nouvel impôt, on a recours aujourd'hui à l'emprunt. Peu à peu l'État devient ainsi le débiteur des riches ». Tocqueville (Le despotisme démocratique-1835)
Depuis des décennies, les États-Unis fonctionnent avec des « déficits jumeaux » : un déficit budgétaire persistant (recettes< dépenses) associé à un déficit du compte courant (importations > exportations). Ce double déséquilibre a longtemps été soutenu par une demande apparemment insatiable pour les actifs libellés en dollars, en particulier les bons du Trésor américain. Toutefois, les tensions géopolitiques, les transformations structurelles de l'économie mondiale et du système financier conjuguées à des dépenses militaires colossales posent une question pressante : quelles sont les limites de la complaisance des agences de notation ? L'avertissement récent du FMI est sans ambiguïté : « Les marchés financiers ont été indulgents jusqu'à présent, mais des secousses récentes suggèrent qu'ils pourraient devenir plus sensibles aux mauvaises nouvelles concernant les perspectives budgétaires ou économiques, rendant la réduction de la dette d'autant plus difficile » (FMI F&D, mars 2026).

Une zone de confort historique

Les déficits américains reposent sur plusieurs piliers. D'abord, le rôle du dollar comme principale monnaie de réserve mondiale a assuré une demande pour des actifs jugés « sûrs et liquides ». Les titres du Trésor américain constituent l'épine dorsale des marchés financiers mondiaux, offrant profondeur, stabilité et sécurité juridique inégalées. Ensuite le recyclage des excédents mondiaux — notamment des économies d'Asie orientées vers l'exportation — a renforcé ce système. Les pays à coûts très compétitifs ont réinvesti leurs gains dans des actifs américains, finançant ainsi consommation, importations, et endettement. Cette dynamique a permis aux États-Unis de maintenir des déficits sans subir les contraintes généralement imposées aux autres pays.
La dette publique totale (39 000 milliards de dollars) atteint 124 % du PIB au premier trimestre 2026 (moitié moins fin-2005). Mécaniquement, le poids des charges d'intérêts s'alourdit. Il atteint 1 220 milliards de dollars pour l'exercice 2025, soit un taux moyen de 3,36 % (contre 454 milliards de dollars en 2011, soit un taux moyen de 2,88 %), les niveaux les plus élevés enregistrés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cela reflète la hausse des rendements des obligations américaines à 10 ans, qui ont atteint 4,34 % en avril 2026, contre 2,5% entre 2012 et 2022.

Les limites de l'insouciance

Deux limites s'imposent à ces déficits récurrents. La première est arithmétique : c'est l'équation de dynamique de la dette : $\Delta d = (r - g)d + p$, où l'augmentation du ratio dette/PIB dépend de l'écart entre taux d'intérêt r et croissance g, multiplié par la dette, moins le solde primaire p (déficit courant moins paiements d'intérêt). Un déficit primaire ($p < 0$) augmente la dette. Si $r > g$, un excédent primaire est donc nécessaire pour stabiliser la dette.
Le second seuil est l'appétit des marchés pour la dette américaine à l'heure où l'hypothèse d'une demande illimitée est mise à l'épreuve. Plusieurs seuils d'alerte apparaissent : d'abord, la dette publique augmente structurellement (croissance ralentie par rapport aux années 1970-2000, vieillissement, dépenses sociales, intérêts de la dette). Ensuite, la diversification des réserves de change conduit les banques centrales à réduire progressivement leur exposition au dollar, même s'il reste la monnaie de réserve mondiale, représentant 57 % des réserves officielles (contre 64 % en 2017). De plus, les tensions géopolitiques et les sanctions commerciales incitent à réduire la dépendance au système financier américain. La Chine a mis en place un réseau de 31 accords de swap offshore en renminbi avec près de 30 banques centrales, y compris avec la BCE fin 2025 pour €45 milliards. Sur les marchés mondiaux, les banques centrales étrangères ne détiennent plus que 42 % des titres américains (obligations et bons du Trésor), contre 60 % en 2015. La Chine a réduit ses avoirs en titres du Trésor américain à 694 milliards de dollars au premier trimestre 2026, soit près de 50 % de moins qu'en 2018. En outre, Saudi Aramco accepte désormais des paiements libellés en yuan, l'Inde règle ses importations de pétrole en provenance de Russie en monnaies locales, et les pays BRICS développent des mécanismes de règlement alternatifs. Enfin, la part des investisseurs étrangers dans l'encours total des titres du Trésor américain est tombée à environ 30 %, retrouvant ainsi son niveau de 1966. Un indicateur du malaise croissant face à l'évolution de la dette américaine est le montant des dépôts bancaires détenus à l'étranger par le secteur privé non financier américain, qui atteint 290 milliards de dollars à fin-2025, dont plus de 20 % appartiennent aux ménages.

Les mécanismes d'ajustement des « déficits jumeaux »

Un déficit budgétaire, donc interne, se réduit par des politiques portant sur la demande (taxes et hausse des taux d'intérêt) mais qui peuvent engendrer une récession et dans tous les cas une hausse du coût de la dette. Un déficit de compte courant, donc externe, se réduit par une dépréciation du dollar qui, en théorie, améliore le commerce extérieur mais renchérit le coût des importations et peut donc alimenter l'inflation. Le déficit des comptes courants en 2025, $1120 milliards ou 3,6% du PIB américain, retrouve son niveau abyssal de 2008, et requiert un dollar fort pour le financer alors même que la stimulation des exportations requiert un dollar faible. Quant au recours aux tarifs douaniers et aux sanctions commerciales gérées par le Trésor US (OFAC), il génère un risque de représailles et de « jeu à somme nulle » sans impact durable sur le déficit commercial.
Les mesures d'ajustement proposées par le FMI sont improbables dans le contexte actuel de la politique américaine, des engagements de la Maison Blanche et dans la perspective des élections de mi-mandat en novembre 2026. Dans le cas d'un scenario « défavorable » marqué par une hausse modérée des taux d'intérêt, stabiliser la dette au niveau actuel de 120% requiert dégager un excédent budgétaire primaire de 5% du PIB, performance possible pour la Grèce ou l'Argentine, mais pas sous la présidence Trump.

Le privilège américain appartient désormais aux livres d'Histoire

Les États-Unis ont bénéficié d'un « privilège exorbitant » depuis la fin du XIX° siècle : emprunter dans leur propre monnaie à faible coût. Ce quasi-monopole dépend de la confiance des investisseurs. Si celle-ci s'érode ou si des alternatives émergent, le privilège change de camp ou bien est partagé. Aujourd'hui, le pays n'a plus les atouts politiques et économiques pour maintenir encore longtemps une domination monétaire que d'aucuns ne jugent justifiée : incertitude politique, croissance ralentie, menaces inflationnistes, déficits budgétaires et de balances des paiements, et investisseurs à la recherche de stabilité. Seule, la léthargie des agences de notation qui ont toujours fait preuve d'une grande myopie lorsqu'il s'agit des dettes souveraines, maintient encore l'illusion d'«actifs sans risque ». L'année 2026 devrait céder la place au pragmatisme sans plus de complaisance.

(*) Michel-Henry Bouchet, ancien Senior Economist à la World Bank, est Emeritus Distinguished Professor of Global Finance à Skema Business School. Alexandre Landi est Program Director du MScFMI et Senior Lecturer in Quantitative Finance à Skema Business School, et ancien Lead Data Scientist de IBM. Les opinions présentées ne reflètent pas nécessairement celles de Skema.

Source: La Tribune.fr; publié le 29/04/2026

EN DEUX ANS

L'Egypte a réduit ses dettes pétrolières de près de 90 %

Grâce à une accélération des remboursements et à des réformes structurelles engagées fin 2024, le gouvernement compte s'acquitter de toutes les dettes pétrolières en juin 2026.
L'Egypte ramène sa dette envers les compagnies pétrolières à 714 millions de dollars
Le ministère du Pétrole a annoncé que les arrivées de paiement des compagnies étrangères de pétrole et de gaz ont chuté d'environ 714 millions de dollars à la fin du mois d'avril 2026, selon un communiqué du ministère, diffusé samedi 2 mai.
L'Egypte prête à solder sa dette envers les compagnies étrangères d'ici mi-2026 : ministre du Pétrole
Pour Madbouly l'Egypte rembourse 5 milliards de dollars d'arriérés à ses partenaires pétroliers
« L'objectif est d'atteindre un solde de zéro impayé d'ici la fin du mois prochain »,
Le ministère souligne les efforts du gouvernement qui a réduit la dette de 6,1 milliards de dollars en juin 2024 à ce niveau fin avril 2026. Le premier ministre Mostafa Madbouly avait annoncé au début de l'année que le gouvernement avait pu réduire la dette des entreprises étrangères à environ 1,3 milliards de dollars et qu'il pourrait s'acquitter de la totalité de la dette en juin 2026.
Le ministre du Pétrole, Karim Badawi, a précisé que la régularité des paiements mensuels, conjuguée à la réduction de la dette cumulée et à l'ensemble des mesures d'incitation mises en place, a permis de renforcer la confiance des partenaires.
Ces efforts, selon lui, les encouragent à accroître leurs investissements dans les activités de recherche, d'exploration, favorisant ainsi la production nationale et permettant de réduire la facture des importations.
Dans le même contexte, la société Dana Gas a annoncé vendredi l'apurement total de ses créances impayées auprès de l'Egypte après avoir reçu un dernier versement de 20 millions de dollars. L'Egypte avait souffert d' une pénurie de devises étrangères après la guerre contre l'Ukraine en 2022, mais suite aux réformes économiques de mars 2024 qui ont compris l'adoption d' un taux de change flexible et la hausse des taux d'intérêts, la Banque centrale a pu reconstruire ses réserves et assurer le flux de capitaux étrangers.

R I.

MAURITANIE

2026 débute avec un recul de la production de la plus grande mine d'or

La mine d'or Tasiast a amorcé depuis 2025 une phase de transition sur le plan opérationnel, caractérisée par le traitement de minerais à plus faibles teneurs. Cette tendance s'est déjà traduite par une baisse annuelle de 23 % des volumes produits sur le site au cours de l'exercice.

Synthèse Rédaction Internationale

Dans une mise à jour opérationnelle publiée mercredi 29 avril, la compagnie minière canadienne Kinross Gold indique avoir produit 130 014 onces d'or au premier trimestre sur sa mine Tasiast, la plus grande de Mauritanie. Ce volume marque un recul de 5 % en glissement annuel par rapport à la production déclarée à la même période en 2025.
Cette contre-performance intervient alors que la mine Tasiast évolue depuis 2025 dans une phase de transition minière marquée par le traitement de minerais à plus faibles teneurs au niveau de l'usine. Ce contexte a conduit Kinross Gold à anticiper, pour 2026, des niveaux de production stables par rapport à l'exercice précédent, au cours duquel les volumes avaient reculé à 503 429 onces, contre 622 394 onces en 2024. Au total, la production attendue sur le site est estimée à environ 505 000 onces cette année.
« Sur un an, la production a été inférieure, principalement en raison du calendrier de traitement des onces à l'usine, partiellement compensée par des teneurs plus élevées dues à la planification de l'exploitation minière », peut-on lire dans la note de la compagnie.
Kinross n'ayant pas détaillé les revenus générés par chacune de ses mines sur la période, il reste difficile d'apprécier à ce stade l'impact de cette dynamique sur les performances commerciales de Tasiast.
D'autant plus que cette situation arrive sur un marché porteur pour l'or, avec des prix qui se maintiennent à des niveaux nettement supérieurs à ceux observés au début de l'année 2025.
Pour rappel, Tasiast constitue l'un des principaux piliers du secteur extractif mauritanien, représentant en moyenne 26,95 % de la contribution du secteur entre 2020 et 2024, selon ITIE Mauritanie.

POUR DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE BLEUE

La Libye avec les Nations Unies vont lancer un programme et une stratégie

La Libye dispose de vastes ressources marines et côtières qui pourraient contribuer de manière significative à un développement inclusif et durable, selon la Libyan Society of Artisanal Fishery Friends. Ce partenariat permettra d'améliorer les systèmes de recherche et de données marines.
Le ministère libyen des Ressources marines et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont signé, le jeudi 16 avril 2026, un mémorandum d'entente (MoU) visant à promouvoir l'économie bleue en Libye. L'accord établit un cadre de collaboration dans des domaines clés, notamment l'élaboration d'une stratégie nationale pour l'économie bleue, le renforcement des capacités institutionnelles, la promotion de l'aquaculture, la protection des écosystèmes marins et l'amélioration des systèmes de recherche et de données marines.
« Cet accord marque une étape importante dans le renforcement de la gestion durable des ressources marines libyennes, conformément à nos priorités nationales de diversification économique, de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement », a déclaré le ministre Adel Sultan.
Ce partenariat survient après les activités du Forum international libyen pour l'économie bleue, tenu en janvier dernier dans ce pays d'Afrique du Nord. Le forum visait à mettre en évidence le rôle stratégique de l'économie bleue dans le développement du commerce international, des systèmes de transport maritime et des services logistiques.
D'après la Libyan Society of Artisanal Fishery Friends, la Libye, située le long de la côte sud de la Méditerranée, dispose de vastes ressources marines et côtières sous-exploitées qui, si elles étaient développées de manière durable, pourraient contribuer de manière significative à un développement inclusif et durable. « L'économie bleue offre à la Libye une occasion unique et opportune de diversifier son économie, (…) de créer des moyens de subsistance durables et de favoriser la résilience environnementale », ajoute la LSAFF.
Notons que pour le PNUD, l'exploitation de l'économie bleue peut favoriser la création d'emplois, renforcer et réduire la dépendance du pays aux secteurs traditionnels. Il précise également que ce partenariat permettra d'accélérer la transition vers un modèle économique plus diversifié, résilient et durable.

R I.

ZÉRO DROITS DE DOUANE AVEC LA CHINE

La Tunisie a deux ans pour saisir l'opportunité

Depuis le 1er mai, les produits tunisiens peuvent accéder au marché chinois sans droits de douane, dans le cadre d'une mesure élargie à 53 pays africains. Présentée comme un geste d'ouverture économique, cette décision de Pékin marque surtout un changement d'échelle dans sa stratégie africaine — et place la Tunisie face à une fenêtre d'opportunité à durée limitée.
Car l'élément le plus significatif n'est pas seulement la suppression des taxes. C'est l'absence de réciprocité immédiate. La Chine ouvre son marché sans demander, pour l'instant, une ouverture équivalente en retour. Une démarche rare dans le commerce international, où les concessions sont généralement négociées de manière bilatérale.

Un "cadeau" commercial très stratégique

Officiellement, Pékin présente cette mesure comme un soutien au développement des exportations africaines et à la coopération Sud-Sud. Mais derrière ce discours, la logique est plus structurée : dans un contexte de tensions commerciales et de protectionnisme, notamment américain, la Chine cherche à sécuriser ses approvisionnements, à renforcer son ancrage économique en Afrique et à installer des relations durables avant toute négociation formelle.
La méthode est connue : ouvrir d'abord, consolider ensuite. Ne rien exiger immédiatement permet souvent de créer, à terme, un rapport de force plus favorable.
Il faut aussi noter que la mesure n'est pas uniforme. Les pays africains les moins avancés bénéficient d'un accès permanent depuis fin 2024. La Tunisie, classée parmi les pays à revenu intermédiaire, fait partie d'un second groupe pour lequel ce traitement préférentiel est accordé pour une durée limitée à deux ans. La fenêtre est ouverte — mais elle ne le restera pas indéfiniment.

Ce que la Tunisie peut vraiment en tirer

Le déséquilibre actuel des échanges illustre l'ampleur du défi. Selon les données de l'INS, la Tunisie n'a exporté que 7,7 millions de dinars vers la Chine en janvier 2026, contre 904 millions de dinars d'importations dans le sens inverse.
Ce contraste met en évidence un potentiel important, mais aussi une fragilité structurelle. L'huile d'olive, les dattes, les produits agroalimentaires et certains biens à plus forte valeur ajoutée pourraient tirer profit de cette ouverture.
Mais l'accès sans droits de douane ne suffit pas. Il suppose de répondre aux normes chinoises, d'assurer des volumes réguliers, de maîtriser la logistique et de construire une présence commerciale durable sur un marché vaste et exigeant.
Sans stratégie claire — certification, prospection, distribution, adaptation aux standards et aux préférences des consommateurs — cette mesure pourrait rester largement symbolique.

Opportunité ou dépendance ?

La suppression des droits de douane ouvre une fenêtre. Mais elle pose aussi une question plus profonde : la Tunisie saura-t-elle utiliser cette ouverture pour monter en gamme et diversifier ses exportations, ou restera-t-elle cantonnée à un rôle de fournisseur de produits peu transformés ?
L'enjeu est là. Le véritable bénéfice ne viendra pas seulement de l'accès au marché chinois, mais de la capacité à y pénétrer avec des produits compétitifs, identifiables et mieux valorisés — avant que le délai de deux ans ne s'écoule.
La Chine n'exige rien pour l'instant. Mais dans le commerce international, la gratuité apparente est rarement neutre. Pour la Tunisie, cette ouverture peut devenir une opportunité stratégique — à condition de ne pas la considérer comme un simple cadeau.

Agence

PISTACHE

Avec la crise en Iran, les producteurs sud-africains voient l'avenir en grand

L'Afrique du Sud joue actuellement un rôle marginal sur le marché mondial de la pistache, dominé par les USA et l'Iran. Les récentes tensions géopolitiques n'ont pas laissé la filière locale indifférente.

R I/Agence

La guerre en Iran ne fait pas que des malheureux. En Afrique du Sud, la filière pistache veut profiter de la flambée des prix mondiaux pour se relancer sur la prochaine décennie. Avec le conflit dans le pays du Moyen-Orient, deuxième producteur mondial du fruit sec et la mauvaise situation de la production aux USA (premier fournisseur mondial), la livre de pistaches (0,45 kg) a atteint 4,57 $, un niveau inédit depuis huit ans.

Un tel contexte permet désormais aux acteurs sud-africains d'ambitionner de nouvelles perspectives de croissance et se rêver en une alternative pour de nombreux importateurs qui veulent diversifier leurs sources d'approvisionnement à court et moyen terme pour répondre à une demande mondiale croissante.

En effet sur ces dernières années, les nouvelles tendances de consommation ont remis la pistache au goût du jour avec une utilisation dans les tablettes de chocolat, les glaces ou le café, stimulant l'engouement

sur le marché. Dans le pays le plus industrialisé du continent, la filière compte ainsi faire passer sa production de 20 tonnes en 2025 à 60 000 tonnes d'ici 2040, un niveau qui permettrait au pays de devenir le 6ème ou 7ème producteur et de capter 5 à 8 % du marché à l'export.

« La production mondiale de pistaches est concentrée dans des pays de l'hémisphère nord, et beaucoup de ces régions sont confrontées à des contraintes en eau, à des pressions climatiques ou à des risques politiques, ce qui crée pour nous une opportunité évidente d'entrer sur ce marché », confie dans une interview le 24 avril dernier à Bloomberg, David Muller, directeur général de Karoo Pistachios.

Dans le pays, déjà premier producteur mondial de macadamia et le troisième producteur de noix de pécan, se trouve le Karoo, seule région du continent où la culture de pistache à grande échelle est viable même si des essais ont été menés en Égypte, au Maroc et en Tunisie.

« Par nature, la pistache est faite pour les conditions extrêmes du Karoo », souligne Muller. « Le Karoo a un climat très proche de celui du Moyen-Orient. Nous sommes vraiment à l'aube d'une phase de croissance et d'expansion », prévoit le responsable.

MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

Dodai sécurise 13 millions USD pour ses activités en Éthiopie

L'Éthiopie s'est engagée dans une transition progressive vers les véhicules électriques avec un cadre politique strict, basé sur la structuration des infrastructures de recharge et les incitations fiscales, qui soutient l'émergence d'initiatives privées comme Dodai dans la mobilité urbaine.

Le développement de la mobilité électrique en Éthiopie continue d'attirer des capitaux étrangers. Mardi 28 avril, la société Dodai a annoncé dans un communiqué avoir levé 13 millions USD dans le cadre d'un tour de table de série A.

L'opération porte sur 8 millions en fonds propres et 5 millions en dette fournis par British International Investment, l'institution britannique de financement du développement. Ce financement vise à soutenir le déploiement de motos électriques et d'infrastructures d'échange de batteries à Addis-Abeba, la capitale du pays.

« Cet investissement témoigne de la confiance croissante des investisseurs internationaux dans la capacité de notre équipe à transformer les défis du monde réel en opportunités. En seulement deux ans, nous avons mis en service plus de 2 000 motos électriques, permettant ainsi à plus de 2 000 motards de gagner leur vie. », a déclaré Hilina Legesse, vice-présidente principale et directrice des affaires générales chez Dodai Group.

Fondée il y a trois ans, Dodai assemble localement des motos électriques et met en place un réseau de stations d'échange de batteries. L'entreprise prévoit d'atteindre 3 000 utilisateurs, appuyés par 30 stations, au cours des douze prochains mois. Pour les trois prochaines années, elle vise 30 000 utilisateurs et 1 000 stations dans la capitale, avant de s'étendre à d'autres villes africaines.

Une dynamique portée par un cadre politique volontariste

Cette opération intervient dans un contexte de transformation rapide du secteur du transport éthiopien. Le pays est devenu, en 2025, le premier à interdire l'importation de véhicules à moteur thermique, selon le média britannique The Guardian. D'après le ministère des Transports, environ 115 000 véhicules électriques (VE) circulent désormais sur les routes éthiopiennes, sur un parc total de 1,5 million de véhicules, avec un objectif de 500 000 unités d'ici 2030.

Cette dynamique s'inscrit toutefois dans un environnement énergétique assez particulier. Le mix électrique, dominé par l'hydroélectricité, est très bas carbone et donne une dimension environnementale importante à l'adoption des VE. L'offre électrique et le réseau ne sont, quant à eux, pas entièrement fiables. Selon le « National Energy Compact », publié en 2025, 56 % de la population, soit près de 71 millions d'Éthiopiens, n'ont pas un accès suffisant à l'électricité.

Parallèlement à la politique d'adoption des VE, le gouvernement devra donc garantir la fiabilité de l'approvisionnement électrique, en renforçant le réseau et les capacités installées. La mise en service récente du barrage de la Renaissance (GERD) constitue une étape majeure dans ce sens.

Synthèse R I.

CÔTE D'IVOIRE

La Banque mondiale lance les études pour la réhabilitation des routes rurales du Kabadougou et du Folon

En mettant à niveau ses voies de desserte rurale, la Côte d'Ivoire veut réduire les inégalités d'accès aux services de base et faciliter l'écoulement de sa production agricole. Un nouveau projet appuyé par la Banque mondiale s'inscrit dans cette dynamique.

En Côte d'Ivoire, le projet de réhabilitation des routes rurales dans les régions du Kabadougou et du Folon entre dans sa phase d'études techniques, avec la désignation du cabinet CGECTRA par la Banque mondiale pour conduire cette étape. CGECTRA est également chargé de l'élaboration des pièces techniques du dossier d'appel d'offres. Le contrat est évalué à près de 83,3 millions FCFA (environ 148 750 USD).

Baptisé « Inclusive Connectivity and Rural Infrastructure Project », ce programme structuré en plusieurs phases prévoit la réhabilitation et l'entretien d'environ 15 000 km de routes rurales ainsi que d'infrastructures connexes dans 11 régions du pays.

Selon la Banque mondiale, l'objectif est de garantir à au moins 90 % de la population un accès à une route praticable en toutes saisons, à moins de cinq kilomètres du domicile.

Le projet vise également à améliorer l'accès aux services sociaux de base, en reliant l'ensemble des établissements de santé et des écoles à des routes praticables toute l'année, dans les régions du Bafing, de la Bagoué, du Béré, du Bounkani, du Folon, du Gontougo, du Hambol, du Kabadougou, du Poro, du Tchologo et du Worodougou.

« Dans certaines des régions ciblées, plus de 50 % de la population parcourt actuellement plus de cinq, voire dix kilomètres, souvent à pied, pour atteindre une route praticable. Cette situation a de graves répercussions sur les activités socio-économiques, non seulement pour le transport des produits agricoles, mais aussi pour l'accès aux écoles et aux centres de santé », avait expliqué l'institution bancaire.

R I.

POUR ACCÉLÉRER SON AMBITION DE HUB NUMÉRIQUE

Le Togo lance son premier Campus 42

Les campus du réseau 42 sont en pleine expansion sur le continent. Après Madagascar, le Maroc et l'Angola, cette expansion se poursuit avec une ouverture stratégique en Afrique de l'Ouest, une zone jusqu'alors non couverte par le réseau. Le gouvernement togolais a récemment annoncé la création à Lomé du premier campus du réseau 42 en Afrique de l'Ouest, avec l'objectif de renforcer la formation de talents dans les métiers du numérique.

Le projet est soutenu par plusieurs partenaires, dont le Groupe Axian via sa filiale Yas Togo, ainsi que des acteurs européens, notamment la France et l'Union européenne.

Porté par le ministère de l'Efficacité du service public et de la Transformation numérique, l'initiative s'inscrit dans l'ambition de positionner le pays comme un hub régional de compétences technologiques.

Le futur campus proposera une formation en programmation, data et intelligence artificielle, en s'appuyant sur un modèle pédagogique axé sur la pratique.

« Ce projet incarne notre ambition de faire du numérique un levier de transformation économique et sociale, en offrant à la jeunesse togolaise des opportunités concrètes d'avenir », a indiqué Cina Lawson, ministre de l'Efficacité du service public et de la Transformation numérique.

Contrairement aux systèmes académiques classiques, le réseau 42 repose sur un apprentissage sans enseignants ni cours magistraux. Les étudiants progressent à travers des projets concrets et un système de collaboration entre pairs, avec un accès ouvert sans condition de diplôme.

Ce modèle vise à détecter et former des profils opérationnels, en adéquation avec les besoins du marché. Outre le Togo, les campus du réseau 42 sont présents au Maroc, à Madagascar ou encore en Angola.

Le projet intervient dans le cadre de la stratégie « Togo Digital 2025 ». Dotée d'un budget de 0,8 à 1 milliard USD, 10 % de cette enveloppe est consacrée au développement des outils digitaux, à la formation des talents et à l'accompagnement de l'écosystème, la ligne budgétaire dans laquelle s'inscrit ce campus. Ni le calendrier d'ouverture de l'école ni le budget du projet n'ont été dévoilés.

Agence

Les marchés ont-ils déjà acheté une paix qui n'existe pas encore ?

Les marchés financiers ne valorisent jamais seulement le présent. Ils cherchent à anticiper le prochain mouvement, la prochaine inflexion, parfois même la prochaine illusion collective. C'est précisément ce qui rend la séquence actuelle aussi intéressante : alors que les tensions énergétiques et géopolitiques restent élevées, les actifs risqués semblent déjà avoir intégré un scénario d'apaisement.

Par Tommy Douziech

Le détroit d'Ormuz reste un point de friction majeur pour les échanges mondiaux, les prix de l'énergie demeurent une menace pour l'inflation, le consommateur américain montre des signes de fatigue, mais les marchés actions ont repris de la hauteur. Comme souvent, la Bourse n'attend pas que les problèmes soient réglés pour rebondir. Elle achète l'hypothèse de leur résolution. Ce mécanisme est parfaitement rationnel lorsqu'il repose sur une amélioration crédible des perspectives. Il devient plus fragile lorsque les prix intègrent déjà une issue favorable alors que les risques, eux, n'ont pas encore disparu.

Ormuz : un choc dont les effets ne s'effacent pas instantanément

Le détroit d'Ormuz n'est pas seulement un symbole géopolitique. C'est une artère du commerce énergétique mondial. Lorsqu'elle se bloque ou se grippe, les conséquences dépassent rapidement le cadre diplomatique. Elles se diffusent aux prix du pétrole, aux coûts de transport, aux délais logistiques, aux chaînes d'approvisionnement et, finalement, aux marges des entreprises.

Le point souvent sous-estimé tient à la durée. Une crise de quelques jours peut être absorbée par les stocks, les couvertures financières ou les itinéraires alternatifs. Une crise qui s'installe modifie l'équation. Les cargaisons retardées ne réapparaissent pas immédiatement sur les marchés. Les navires mettent plusieurs semaines à atteindre l'Europe ou les États-Unis. Les assureurs, les armateurs et les acheteurs doivent réévaluer les risques avant de revenir à un fonctionnement normal.

Même une annonce de désescalade ne suffirait donc pas à restaurer instantanément les flux. Dans l'économie réelle, les délais comptent. Le pétrole ne voyage pas à la vitesse d'un communiqué diplomatique.

C'est là que le comportement récent des marchés interroge. Les investisseurs semblent avoir déjà intégré une amélioration prochaine de la situation. Ce pari peut être gagnant si la normalisation intervient rapidement. Mais plus le blocage dure, plus l'économie réelle risque de rappeler aux marchés que la logistique a sa propre inertie.

Le marché américain reste puissant, mais il paie cher sa perfection

La résilience des actions américaines repose sur un argument solide : les grandes entreprises cotées aux États-Unis restent exceptionnellement profitables. Les marges nettes du S&P 500 évoluent sur des niveaux historiquement élevés (15% de marge nette actuellement, cf graphique ci-après), portées par la technologie, l'internationalisation des revenus, les effets d'échelle et la discipline sur les coûts.

Cette profitabilité justifie en partie la prime de valorisation du marché américain. Une entreprise capable de croître plus vite, de dégager davantage de marge et de défendre durablement ses positions mérite logiquement de se payer plus cher qu'une société mature, faiblement croissante et plus exposée au cycle économique.

Mais le prix payé est désormais exigeant. Lorsque les indices américains se traitent sur des multiples élevés, il ne suffit plus que les entreprises soient solides. Il faut qu'elles continuent de surprendre favorablement. Il faut que les marges restent au sommet. Il faut que les bénéfices progressent. Il faut que les grandes valeurs technologiques confirment leur trajectoire. Il faut, surtout, que le consommateur américain ne casse pas.

Or c'est précisément l'un des points de fragilité. La consommation représente une part majeure de l'économie américaine, mais elle repose de plus en plus sur une base déséquilibrée. Les ménages les plus aisés continuent de soutenir l'activité grâce à leurs revenus, leur patrimoine financier et l'effet richesse lié aux marchés. À l'autre extrémité, une partie plus large de la population subit davantage l'inflation, le coût du crédit, les dépenses contraintes et le renchérissement de l'énergie.

Cette économie à deux vitesses ne condamne pas les marchés américains, mais elle rend leur équilibre plus précaire. Les grands indices reflètent de plus en plus la puissance d'un nombre limité de sociétés mondialisées, et de moins en moins la situation moyenne des ménages américains.

L'intelligence artificielle soutient les marges, mais déplace le risque

L'un des changements les plus structurants tient à la relation entre emploi et profit. Pendant longtemps, une hausse durable des bénéfices des grandes entreprises s'accompagnait généralement d'une hausse des effectifs. La dynamique actuelle paraît différente : certaines grandes sociétés peuvent améliorer leur profitabilité tout en réduisant leur masse salariale.

L'intelligence artificielle joue ici un rôle central. Elle ne remplace pas nécessairement des métiers entiers du jour au lendemain, mais elle permet déjà d'automatiser certaines tâches, d'accélérer des processus, de réduire les besoins en effectifs sur certaines fonctions et d'augmenter la production par salarié.

Pour les entreprises, l'effet est potentiellement considérable. Moins de charges, plus de productivité, des marges mieux défendues : le mécanisme soutient les bénéfices. Pour les actionnaires, c'est un argument puissant en faveur des grandes entreprises technologiques, des éditeurs de logiciels, des semi-conducteurs et de certains groupes industriels capables d'intégrer rapidement ces outils.

Mais ce gain microéconomique peut devenir un risque macroéconomique s'il se généralise brutalement. Une entreprise peut améliorer sa marge en réduisant ses effectifs. Si beaucoup d'entreprises font la même chose au même moment, la question devient sociale, puis économique. Que devient la demande si l'incertitude sur l'emploi augmente ? Que devient la consommation si les gains de productivité bénéficient surtout aux marges et peu aux salaires ? Que devient l'équilibre politique si la croissance des profits s'accompagne d'un sentiment de déclassement ?

L'IA peut prolonger la hausse des marges, mais elle ne garantit pas une croissance équilibrée. Elle accentue la polarisation entre les entreprises qui la maîtrisent et celles qui la subissent, entre les salariés qui gagnent en productivité et ceux dont les tâches deviennent moins nécessaires, entre les indices boursiers tirés par quelques champions et l'économie réelle dans son ensemble. Au cours des 15 dernières années, les analystes ont révisé leurs estimations de BPA à la baisse d'une moyenne de 2 % entre janvier et avril mais 2026 est une autre histoire

Pétrole et semi-conducteurs : deux moteurs puissants, mais concentrés

Les révisions bénéficiaires positives observées aux États-Unis ne sont pas homogènes. Elles tiennent en grande partie à deux segments : l'énergie et les semi-conducteurs.

Les majors pétrolières américaines bénéficient d'un environnement particulièrement favorable lorsque les tensions au Moyen-Orient soutiennent les prix et redirigent une partie de la demande vers d'autres producteurs. Elles peuvent vendre davantage, plus cher, dans un contexte où la sécurité d'approvisionnement redevient une priorité stratégique.

Les semi-conducteurs profitent d'une autre dynamique : la demande liée à l'intelligence artificielle reste robuste, tandis que les tensions sur l'offre peuvent renforcer le pouvoir de fixation des prix. Les fabricants de puces, les équipementiers et les fournisseurs essentiels de cette chaîne de valeur se retrouvent au centre d'un cycle d'investissement mondial. Ces deux moteurs expliquent une partie de la résilience des indices américains.

Mais ils posent aussi un problème de concentration. Si l'amélioration des perspectives repose sur quelques secteurs, le marché devient plus vulnérable à une déception ciblée. Une correction des valeurs de semi-conducteurs ou un reflux brutal du pétrole pourrait suffire à fragiliser l'ensemble de l'indice.Le risque n'est pas que ces secteurs soient sans avenir. Au contraire, leur importance stratégique est évidente. Le risque est que le marché ait déjà payé une grande partie de cet avenir. Lorsqu'un secteur progresse très rapidement, la question n'est plus seulement de savoir si l'histoire est bonne. Elle est de savoir si le prix laisse encore une marge de sécurité.

Une hausse justifiée n'est pas forcément une hausse durable

La séquence actuelle ne se résume pas à une opposition simple entre optimisme et prudence. Les arguments haussiers existent. Les grandes entreprises américaines restent puissantes. Les marges sont élevées. L'IA peut générer des gains de productivité réels. Les groupes technologiques disposent d'avantages concurrentiels exceptionnels. Les producteurs d'énergie américains profitent d'un environnement favorable.

Mais les points de fragilité sont tout aussi visibles. Les valorisations américaines intègrent déjà beaucoup de bonnes nouvelles. Le consommateur américain est moins homogène qu'il n'y paraît. Le choc énergétique n'est pas résolu. Les flux de marché ont déjà largement joué le scénario de l'apaisement. Les semi-conducteurs et l'énergie portent une part importante des révisions positives, ce qui limite la profondeur réelle du mouvement.

Le vrai sujet n'est donc pas de savoir si le rebond est explicable. Il l'est. La question est de savoir s'il est tenable.

Si la situation géopolitique se normalise rapidement, si les prix de l'énergie refluent, si les grandes valeurs technologiques confirment leurs perspectives et si les investissements dans l'IA continuent d'accélérer, les marchés pourront prolonger leur progression. Mais si la crise dure, si les marges plafonnent ou si les résultats déçoivent, les investisseurs devront réviser un scénario déjà généreusement intégré.

Les marchés ont peut-être eu raison d'acheter la paix avant qu'elle ne soit visible. Mais plus ils avancent dans cette direction, plus ils deviennent dépendants de sa réalisation. C'est toute la fragilité du moment : les prix reflètent déjà une amélioration, alors que l'économie réelle attend encore d'en voir les preuves.

Source: Zonebourse; publie le 1/05/2026

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 30 Avril 2026
Valeur : 04 Mai 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.5354	132.5504
1	EUR	EURO	154.7483	154.7791
1	GBP	POUND STERLING	178.8602	178.9529
100	JPY	JAPANESE YEN	82.7984	82.8129
1	CNY	CHINESE YUAN	19.3941	19.3971
1	CHF	SWISS FRANC	167.9577	168.0406
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.9606	96.9928
1	DKK	DANISH KRONE	20.7437	20.7467
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.2569	14.2618
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.1866	14.1928
1	AED	UAE DIRHAM	36.0827	36.0888
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3371	35.3430
1	KWD	KUWAITI DINAR	431.9928	432.1826
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.1923	45.6465
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3308	14.3324
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.8235	20.9301
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3242	3.3346
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.5803	181.5803

IRLANDE

Bank of Ireland réaffirme ses prévisions 2026 avec la baisse des créances douteuses

Bank of Ireland Group a publié vendredi de solides résultats pour le premier trimestre, réaffirmant ses prévisions de bénéfices pour l'ensemble de l'année après une baisse des créances douteuses et une croissance des prêts à un rythme annualisé de 5%, même si la banque a signalé sa vigilance face à l'incertitude géopolitique mondiale.

Le prêteur irlandais a indiqué que son ratio d'exposition non performante est tombé à 2% fin mars contre 2,2% fin décembre 2025, tandis que les prêts nets ont augmenté à 83,60 milliards€ contre 82,50 milliards€ sur la même période, portés par la croissance des prêts hypothécaires et commerciaux en Irlande.
Le directeur général Myles O'Grady a déclaré que le groupe avait "démarré 2026 avec de l'élan", ajoutant que la qualité des actifs était "solide dans l'ensemble de nos portefeuilles" tandis que le groupe restait "vigilant face à l'évolution de l'environnement géopolitique".
Les prêts nets de la division Retail Ireland ont augmenté de 500 millions€, avec une part de 41% des nouveaux prêts hypothécaires. Les prêts Corporate and Commercial ont augmenté de 500 millions€, une croissance de 300 millions€ dans les PME et entreprises irlandaises et de 200 millions€ dans les prêts immobiliers commerciaux ayant été partiellement compensée par 300 millions€ de remboursements. Les prêts Retail UK sont restés globalement stables en devises constantes, augmentant de 200 millions€ en données publiées. Les dépôts clients s'élevaient à 107,20 milliards€ fin mars, en légère baisse par rapport à 107,50 milliards€ fin décembre, ce que le groupe a attribué à des effets saisonniers.
Le produit net d'intérêts est resté stable en glissement annuel au premier trimestre, conformément aux attentes, les volumes de dépôts et de prêts plus élevés et les revenus obligataires plus importants ayant compensé l'impact de la baisse des taux d'intérêt moyens.
Le taux de dépôt de la Banque centrale européenne s'est établi en moyenne à 2% au premier trimestre 2026, contre environ 2,8% sur la même période un an plus tôt.

R I/Agence

ITALIE

Nette baisse du climat de confiance en avril

Le climat de confiance des consommateurs comme des entreprises a nettement baissé en Italie au mois d'avril, a indiqué mercredi l'Institut des statistiques (Istat), dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient.
Ces indicateurs basés sur des sondages effectués en début de mois indiquent une baisse de la confiance pour les consommateurs de 92,6 en mars à 90,8 en avril, et de 97,3 à 95,2 pour les entreprises.
"Chez les consommateurs, on observe une détérioration généralisée des opinions, en particulier de celles concernant la situation économique du pays", a précisé l'Istat dans un communiqué. Seul le jugement sur les opportunités actuelles d'épargner rebondit fortement.
S'agissant des entreprises, le repli apparaît plus marqué dans les services marchands et dans la construction. Dans l'industrie manufacturière, tant les jugements sur les carnets de commandes que les anticipations de production se dégradent, tandis que les stocks sont jugés inchangés.
Dans la construction, tant les jugements sur les commandes et/ou les plans de construction que les anticipations en matière d'emploi sont en baisse.
Seul le commerce de détail évolue à contre-courant, la confiance progressant dans la grande distribution.

R E.

NORVÈGE

Le fonds souverain a perdu 116 milliards € au premier trimestre

Le fonds souverain de la Norvège, le plus gros au monde, a perdu 1.270 milliards de couronnes (116 milliards d'euros) au premier trimestre, en raison de l'appréciation de la couronne norvégienne et de conditions de marchés difficiles, a-t-il annoncé jeudi.
Fin mars, le fonds, alimenté par les revenus pétroliers de l'État norvégien et qui investit dans différentes catégories d'actifs à travers le monde, valait 19.998 milliards de couronnes (1.833 milliards d'euros).
"Le résultat reflète un trimestre marqué par des conditions de marché difficiles. Nous avons constaté un impact limité sur les placements obligataires et l'immobilier, mais c'est la baisse des actions, en particulier parmi les grandes entreprises technologiques américaines, qui a déterminé ce résultat", a expliqué le numéro deux du fonds, Trond Grande, dans un communiqué.
Au cours du trimestre, la couronne s'est appréciée par rapport à plusieurs des principales devises, ce qui a contribué à une baisse de la valeur du fonds de 646 milliards de couronnes, précise le fonds dans le communiqué.
Le fonds est investi dans quelque 8.500 entreprises à travers le monde et détient en moyenne environ 1,5% de toutes les sociétés cotées sur la planète.
Le rendement trimestriel (-1,9%) du fonds a ainsi pâti du rendement négatif des placements en actions (-2,6%), qui constituent 70,2% des investissements du fonds.
Les placements obligataires (27,6% des actifs) affichent un rendement négatif de -0,2%, tandis que l'immobilier (1,8% des actifs) a affiché un rendement de +1,2%.
Les placements dans les infrastructures d'énergie renouvelable non cotées (0,4% du fonds) ont eu un rendement de -1,9%.

R E.

SUR LA PROLONGATION DE L'AIDE AU PRIX DES CARBURANTS

Les partis autrichiens mènent des négociations de dernière minute

Les trois partis au pouvoir en Autriche ont poursuivi jeudi leurs négociations sur la prolongation d'un mécanisme d'aide au prix des carburants pour les consommateurs, qui doit expirer vendredi, les discussions ayant apparemment atteint un stade critique. Le mécanisme, introduit il y a un mois, réduit les coûts des carburants par deux composantes : la réduction des marges des distributeurs et le reversement aux consommateurs de l'augmentation des recettes de la taxe sur la valeur ajoutée liée à la hausse des prix des carburants, via une baisse des taxes sur l'essence. Le gouvernement fixe actuellement ces deux éléments à 5 centimes d'euro par litre.
Selon des sources impliquées dans les discussions citées par les médias autrichiens, les partis discutent d'un niveau inférieur pour cette mesure d'aide. Un obstacle potentiel est apparu du côté de Neos, le plus petit des trois partenaires de la coalition et fiscalement conservateur, qui a demandé des garanties que toute prolongation ne se poursuivrait pas au-delà du mois de mai.
Les discussions interviennent alors que l'Autriche fait face à des préoccupations croissantes concernant le coût de la vie. Une estimation flash publiée jeudi par Statistik Austria a montré une inflation de 3,3% en avril, contre 2% en janvier. Les sondages indiquent que le coût de la vie est la principale préoccupation des électeurs.
Un accord doit être trouvé jeudi pour assurer la poursuite ininterrompue de la mesure d'aide lorsque l'arrangement actuel expirera vendredi

Agence

DEPUIS LA MISE EN PLACE DES DROITS DE DOUANE DE DONALD TRUMP

Les exportations britanniques vers les États-Unis ont dégringolé près de 15%

Les exportations de voitures et de médicaments ne se sont pas remises de l'instauration des droits de douane américains. Le Royaume-Uni affiche désormais un déficit commercial sur les biens vis-à-vis des États-Unis.
Les droits de douane ont durablement plombé les exportations britanniques vers les États-Unis. En avril 2025, celles-ci ont chuté de près de 15% par rapport à avril 2024, soit une baisse de 800 millions de livres (927 millions d'euros), et "sont restées relativement faibles" depuis, relève l'Office national des statistiques (ONS) dans un communiqué. En conséquence, le Royaume-Uni enregistre désormais un déficit commercial sur les biens avec son premier partenaire, les États-Unis. Un accord avait été conclu il y a près d'un an entre Londres et Washington pour limiter l'impact des droits de douane américains. Ces derniers sont notamment plafonnés à 10% sur l'automobile, mais dans la limite de 100.000 véhicules par an. Mais les expéditions de voitures vers les États-Unis "ont diminué" et c'est même l'un des principaux moteurs de la baisse des exportations, pointe l'ONS, précisant que la cyberattaque qui a mis à l'arrêt pendant plus d'un mois Jaguar Land Rover (JLR) autour du mois de septembre a aussi joué un rôle. Selon l'ONS, la diminution des échanges vers les États-Unis s'explique aussi par une baisse sur le secteur des médicaments qui "peut être liée" à la politique de Washington "visant à promouvoir la production pharmaceutique nationale". Maigre consolation, Donald Trump a annoncé jeudi qu'il supprimerait les taxes sur le whisky écossais, à la suite du voyage aux États-Unis de Charles III et de la reine Camilla.
"Les distillateurs vont pouvoir souffler un peu", a remercié dans un communiqué Mark Kent, le directeur de la Scotch Whisky Association, représentant de l'industrie, soulignant que les États-Unis représentent leur marché d'exportation le plus important.
Le ministre du Commerce Peter Kyle a de son côté salué "une excellente nouvelle" pour un secteur "qui représente près d'un milliard de livres d'exportations et soutient des milliers d'emplois à travers le Royaume-Uni".
Si les exportations du spiritueux avaient pâti des droits de douane, la tendance de fond est à la baisse depuis des années, nuance Luke Tegner, directeur du conseil au cabinet londonien IWSR Drinks Market Analysis. "La consommation de Scotch aux États-Unis diminue lentement depuis plusieurs décennies, le volume représentant aujourd'hui 45% de ce qu'il était en 1990", précise-t-il.

Agence

POUR LA PREMIÈRE FOIS AU MONDE

Un moteur complet d'avion tourne à pleine puissance à l'hydrogène

Pour la première fois, un moteur d'avion a tourné à 100 % à l'hydrogène sur un cycle de vol complet, décollage à pleine puissance inclus. easyJet et Rolls-Royce ont fait un pas de plus vers l'aviation durable.

Il y a quelques jours, le 29 avril très précisément, easyJet et Rolls-Royce ont annoncé la réussite d'un programme d'essais qui pourrait rallumer la flamme des partisans de l'hydrogène dans l'aviation commerciale à long terme. La compagnie aérienne et l'industriel britanniques ont fait tourner un réacteur d'avion à 100 % à l'hydrogène, certes au sol uniquement, du démarrage jusqu'au décollage pleine puissance. Sans une seule goutte de kérosène. Une première mondiale qui valide quatre ans de recherche sur la propulsion hydrogène. Les deux entreprises visent désormais des avions monocouloirs décarbonés pour le milieu des années 2030.

Premier test mondial réussi d'un moteur d'avion 100 % hydrogène par easyJet et Rolls-Royce

L'acteur principal de cet petit exploit notamment mené par easyJet, c'est le Pearl 15, un moteur de jet privé que Rolls-Royce a reconfiguré pour l'occasion. Ses systèmes d'alimentation et de combustion ont été adaptés pour accepter de l'hydrogène gazeux à la place du kérosène. Le moteur a enchaîné sans accroc toutes les phases d'un vol, avec démarrage, décollage à pleine puissance, croisière, puis atterrissage. Ce qui compte surtout, c'est que la technologie validée est conçue pour s'appliquer aux moteurs qui équiperont des monocouloirs, des avions à allée centrale unique qui pourront assurer l'essentiel des

liaisons court et moyen-courrier en Europe.

Les progrès sont notables. On se souvient qu'en 2022, à Boscombe Down au Royaume-Uni, les deux entreprises avaient déjà fait tourner un premier moteur, le AE2100 à 100 % d'hydrogène vert, déjà une première mondiale, mais sur un réacteur plus ancien. En 2023, c'est la chambre de combustion du Pearl lui-même, donc la pièce où le carburant brûle pour produire la poussée, qui avait été testée à pleine puissance à l'hydrogène, cette fois à Cologne. Chaque test a permis de franchir un cap supplémentaire vers le moteur complet.

Alors pourquoi l'hydrogène, encore considéré comme trop coûteux par les principaux avionneurs du globe, plutôt que le kérosène ? Parce qu'il ne produit pas de CO_2 lorsqu'il brûle. Mais c'est un carburant capricieux, qui s'enflamme plus facilement, se dilate autrement, et exige des tuyauteries, des injecteurs et des logiciels de pilotage entièrement repensés. Sans oublier que le moindre dysfonctionnement dans un système hydrogène sous pression peut avoir des conséquences graves. C'est ce que le programme d'easyJet et Rolls-Royce a permis de tester et valider, y compris en simulant volontairement des situations de panne, pour s'assurer que le moteur réagit de manière sûre et prévisible.

Des essais au sol aux avions de ligne, la route encore longue pour l'aviation à hydrogène

D'ailleurs, on parle de Rolls-Royce et easyJet, mais ces derniers n'ont pas été les seuls à travailler là-dessus. Le géant indien Tata Consultancy Services a apporté des ressources techniques clés pour tenir le rythme du programme. Le HSE, le régulateur britannique de la sécurité au travail, a de son côté construit une installation spéciale capable de stocker et d'acheminer l'hydrogène sous pression en toute sécurité, une infrastructure sans laquelle les essais n'auraient pas été possibles. C'est finalement au centre NASA Stennis, dans le Mississippi, le plus grand site américain dédié aux tests de moteurs depuis 1961, que tout s'est fait. « Ce programme nous apporte la compréhension la plus avancée du comportement de l'hydrogène dans une turbine aéronautique moderne », salue-t-on chez Rolls-Royce.

L'objectif affiché est de lancer des vols commerciaux, avec des avions de ligne monocouloirs propulsés à l'hydrogène, dès le milieu des années 2030. Il est important de préciser qu'easyJet n'en dit pas plus sur la capacité, en nombre de passagers, qu'auront ces avions. Mais généralement, lorsqu'on évoque un « avion monocouloir » pouvant assurer un vol moyen-courrier, on pense instantanément à des appareils de type Boeing 737 ou Airbus A320. Mais jusqu'à maintenant, les visuels qui ont circulé sur les futurs avions fonctionnant à l'hydrogène faisaient état d'appareils bien plus petits.

L'hydrogène complètera le carburant d'aviation durable, le fameux SAF, chef notamment à Airbus, qui fait partie d'une famille de carburants de synthèse ou d'origine biologique qui permettent déjà de réduire les émissions sans avoir à changer les moteurs. On précisera également que, pour ce qui est du test réussi d'easyJet et de Rolls-Royce, tout s'est passé au sol, dans un centre de tests, pas en vol. Alimenter un vrai avion en hydrogène embarqué, sous forme liquide, à -253°C, dans des réservoirs adaptés, reste un défi considérable pour la suite.

Mais tout ce qui a été appris sur la combustion de l'hydrogène, les systèmes de contrôle et l'intégration dans un moteur

APPLE GLASSES

Une rumeur évoque des gestes inspirés du Vision Pro

Les lunettes connectées d'Apple pourraient emprunter au Vision Pro sa reconnaissance des mouvements de la main. Une hypothèse qui suscite néanmoins la méfiance des observateurs les mieux informés du secteur.

Le lancement des Apple Glasses est attendu pour la fin de l'année ou début 2027. Selon une information relayée par MacRumors et attribuée à une « source interne », les lunettes pourraient reconnaître certains gestes de la main afin de permettre à l'utilisateur d'interagir avec l'appareil sans contrôleur externe. Cette possibilité ferait écho à l'un des choix d'interface les plus remarqués du Vision Pro. Le casque de réalité mixte d'Apple s'appuie en effet sur une combinaison de caméras et de capteurs pour détecter les mouvements des mains, les yeux et l'environnement, sans imposer d'accessoire tenu en main.

Apple Glasses : une interaction gestuelle inspirée du Vision Pro

D'après la rumeur, les Apple Glasses intégreraient deux caméras. La première, de haute définition, servirait à prendre des photos et des vidéos, avec un usage proche de celui de l'iPhone pour le partage sur les réseaux sociaux. La seconde, décrite comme un objectif grand-angle de plus faible définition, serait chargée de lire les gestes de la main et de fournir des informations visuelles à Siri.

L'idée n'est pas totalement isolée dans l'écosystème des rumeurs Apple. Des bruits similaires ont déjà circulé autour de futurs AirPods dotés de caméras, là aussi dans le but de capter des données visuelles utiles à l'assistant vocal ou à de nouvelles formes d'interaction.

Sur le papier, une telle approche permettrait à Apple de prolonger la logique amorcée avec le Vision Pro : limiter le recours aux boutons ou aux accessoires physiques et faire de l'environnement immédiat une partie de l'interface. Cependant, le passage d'un casque sophistiqué à une paire de lunettes plus légère poserait des contraintes très différentes.

Des doutes autour de la faisabilité technique

Le Vision Pro dispose de huit caméras externes et de quatre caméras internes destinées au suivi des yeux. Les lunettes Apple, elles, seraient attendues avec seulement une ou deux caméras. Dans ces conditions, confier la reconnaissance des gestes à un unique capteur externe de faible définition paraît difficile à fiabiliser.

Mark Gurman, journaliste de Bloomberg régulièrement informé sur les projets d'Apple, a exprimé de forts doutes sur cette rumeur. Selon lui, « la technologie permettant de faire cela de manière fiable avec une seule caméra, sans bracelet neuronal et sans suivi des yeux, n'existe pas aujourd'hui ». Il ajoute n'avoir « rien entendu indiquant que la première version disposerait d'une forme sophistiquée de gestes comme celle décrite » et se dit « extrêmement sceptique ».

Une autre explication paraît plus probable : la source pourrait avoir confondu des gestes de la main avec des gestes de la tête. Apple propose déjà des interactions de ce type avec les AirPods, comme hocher ou secouer la tête pour répondre à certaines sollicitations. Autrement dit, la rumeur n'est pas totalement à écarter, mais elle reste à prendre avec des pincettes en l'absence d'éléments plus solides.

Chez BMW, un important rappel pour risque d'incendie se poursuit depuis bientôt trois ans

Même s'ils sont devenus assez nombreux, au nom notamment du principe de précaution, les rappels pour risque d'incendie ont toujours de quoi inquiéter les automobilistes concernés. Pourtant, l'un d'entre eux n'est toujours pas terminé chez BMW alors qu'il a été lancé il y a bientôt trois ans pour de nombreux modèles à moteur diesel. Mais le constructeur allemand est loin d'être seul responsable de cette situation, et les choses pourraient s'accélérer grâce à une récente modification du contrôle technique.

Quand on évoque un rappel qui s'éternise, on pense généralement à l'affaire des airbags Takata. Mais chez BMW, un autre problème moins médiatisé occupe bien les ateliers depuis près de trois ans. Il est lié au radiateur de recyclage des gaz d'échappement, plus connu sous le nom de refroidisseur EGR (exhaust gas recirculation en anglais). La marque bavaroise a commencé à remplacer cette pièce sur certains de ses modèles à moteur diesel dès juin 2023, en raison notamment d'un risque d'incendie. Pourtant, 20 % des 50 244 véhicules à moteur diesel concernés en France ne seraient pas encore passés au garage selon le service communication du constructeur. Un propriétaire de Série 5 a d'ailleurs récemment écrit à ce sujet sur notre formulaire fiabilité.

Pour quelles raisons BMW a-t-il organisé ce rappel ?

Ce rappel est d'abord lié à une possible fuite de liquide de refroidissement. En combinaison avec des dépôts de suie et d'huile, cela pourrait générer des dépôts inflammables à l'intérieur du système d'admission en air du moteur. En fonction des conditions de conduite, ces dépôts pourraient s'échauffer et devenir incandescents, endommageant alors les pièces avec lesquelles ils sont en contact. Un départ de feu n'est pas exclu dans les cas les plus graves. Cela montre encore une fois que le risque d'incendie n'est pas réservé aux véhicules électriques. Même si aucun accident n'aurait été recensé, BMW ne prend pas le problème à la légère. Le service communication indique que ces "actions de rappel visent à assurer la sécurité de nos conducteurs" et "sont conduites dans un but de prévention". C'est une des raisons pour lesquelles la marque fait partie des constructeurs qui organisent le plus de retours en atelier en Europe chaque année.

Une intervention gratuite même hors garantie

BMW précise bien assurer la prise en charge de tous les coûts liés à cette action, quel que soit l'âge de la voiture. Le correctif prévu consiste à remplacer le radiateur EGR, incluant la vanne EGR, une composante du système antipollution souvent à l'origine de pannes assez coûteuses sur les véhicules diesel. Pouvoir profiter d'un remplacement gratuit de cette pièce pourrait donc ressembler à une belle opportunité, surtout qu'on parle ici de voitures qui ne sont plus garanties, souvent depuis longtemps. Mais comme dans le cadre de l'affaire Takata avant sa médiatisation actuelle, certains clients rechignent encore à se rendre en atelier… tandis que d'autres ne sont tout simplement pas informés.

Comment faire pour vérifier si votre BMW… ou votre Toyota est concernée ?

Comme beaucoup d'autres constructeurs, BMW propose par ailleurs une section de son site dédiée à la vérification des actions de retour en atelier. Pour vous en servir, vous aurez seulement besoin du numéro de série VIN (vehicle identification number) à 17 chiffres de votre véhicule. Vous pourrez le retrouver à la lettre E de votre carte grise ainsi que sur la voiture elle-même, en général à la base du pare-brise, côté conducteur. N'hésitez donc pas à employer cet outil si vous faites partie des propriétaires potentiellement touchés. Surtout que la liste des modèles concernés est assez longue, tout comme la plage de production, située entre juillet 2014 et février 2020. Sachez également que certains moteurs 1.6 ou 2.0 diesel qui rencontrent ce problème de refroidisseur EGR ont été utilisés dans des Toyota RAV4, Auris, Verso ou encore Avensis, sous l'appellation D4-D. La marque japonaise a donc également lancé un rappel de son côté. Heureusement, elle dispose aussi d'un site pour vérifier les campagnes de retour en atelier.

La liste des modèles concernés chez BMW

- BMW Série 1 trois et cinq-portes (code génération F20/F21)
- BMW Série 2 Coupé et Cabriolet (code F22/F23)
- BMW Série 3 Berline, Touring et Gran Turismo (F30/F31/F34)
- BMW Série 4 Coupé, Cabriolet et Gran Coupé (F32/F33/F36)
- BMW Série 5 Berline et Touring (F10/F11 et G30/G31)
- BMW X3 (G01)
- BMW X4 (G02)

Cette Peugeot 608 nous est passé sous le nez, en 2010, l'histoire va se répéter prochainement en Chine

Le Concept 6 dévoilé par Peugeot au salon automobile de Pékin le 24 avril dernier annonce très clairement la future Peugeot 608 qui sera fabriquée et vendue en Chine. Mais ce n'est pas la première fois que le lion cogite à ce type de véhicule, dès 2005, une première 608, cette fois pensée pour la France et l'Europe était dans les cartons. Voici son histoire et surtout pourquoi et comment elle n'a pas vu le jour…

Peugeot a fait le buzz au salon automobile de Pékin en dévoilant deux études de style baptisées Concept 6 et Concept 8 dont l'on ne sait pour l'instant pas grand-chose si ce n'est – et c'est bien là le principal - que toutes deux franchiront le cap de la série. Elles seront produites en Chine par le partenaire et constructeur local Dongfeng sur le site industriel de Wuhan. En clair, ces deux prototypes préfigurent respectivement les futures Peugeot 608 (voir notre galerie photos) et Peugeot 8008 !

Le projet W35 : cette grande Peugeot qui devait remplacer la 607

Si la marque au lion veut nous faire croire à une réflexion inédite au sujet de la 608, en effet ce modèle, à ce jour n'a jamais figuré au catalogue, il y a 20 ans, pourtant, le projet d'un tel véhicule était déjà dans les cartons.

A cette époque, un certain Jérôme Gallix, pressenti pour remplacer Gérard Welter à la direction du design de Peugeot, milite activement pour que les futures Peugeot soient en rupture avec le passé. D'après l'analyse fondée du sieur Gallix, le lion n'a pas à sa disposition les organes techniques pour accompagner ces projets dans l'ambition d'une montée en gamme vers le premium. Concrètement, sans moteur V8 et sans plateforme d'architecture propulsion, mieux vaut rester humble pour rivaliser avec les spécialistes d'outre-Rhin. La stratégie sera d'avancer pas à pas avec méthode quitte à frapper là où on ne l'attends pas notamment avec une réinterprétation de la Peugeot 204 bien avant la mode du rétro design. C'est pourquoi, pour repenser le haut de gamme, un premier projet portant le code programme W31 voit le jour en 2005. Il s'agit d'un shooting-brake très clivant – trop sans doute ? - que la direction rejette très rapidement. Il ne sera pas totalement perdu pour autant puisqu'il servira pour le projet R8, celui de la 508 de seconde génération lancée en 2018, et notamment pour la variante SW mais c'est une autre histoire.

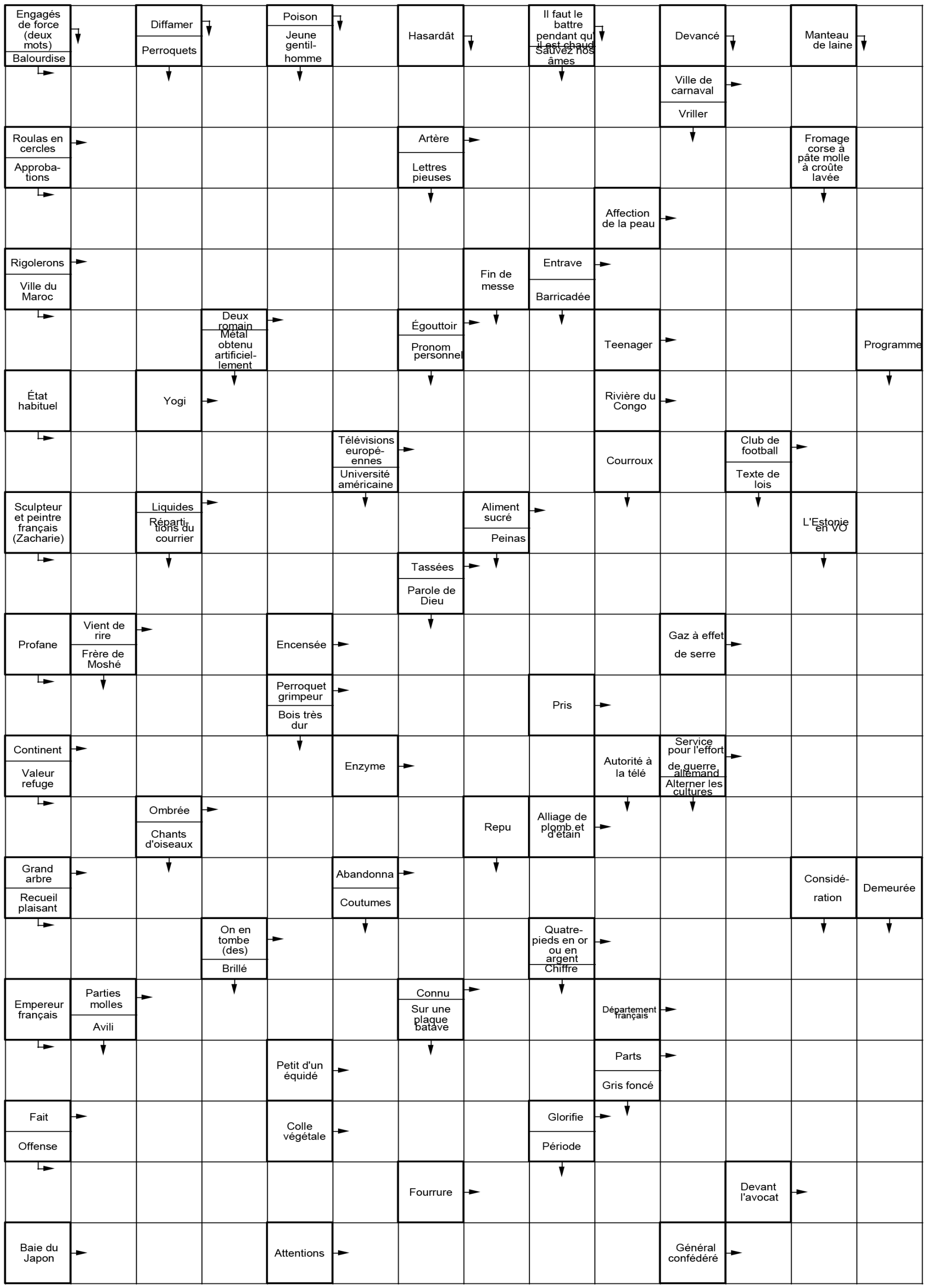
Car dans l'industrie automobile, les projets sont aussi et surtout une histoire d'hommes. Chez Peugeot, le premier d'entre-eux, c'est alors Frédéric Saint-Geours qui préside la marque et n'est pas en bon termes avec Jérôme Gallix tandis que dans sa sphère immédiate gravite le patron de l'innovation et du design, Robert Peugeot. Ce dernier pousse clairement le projet "classique" W35 vers l'industrialisation et en même temps, impose du changement à la tête du design.

Il écarte Jérôme Gallix, qui est "viré" fin 2008, soit moins d'un an après la réalisation des premières maquettes en argile en taille réelle de la Peugeot "W35". Au profit de Jean-Ploué cumulant alors la direction des deux styles Citroën et Peugeot dès l'année 2009.

Ploué installe ensuite ses équipes et nomme à son tour, Gilles Vidal à la tête du design Peugeot et Thierry Métroz à celle de Citroën en 2010. Dès lors, dans l'antre du lion, il faut tourner la page Gallix qui s'est pourtant concrétisée par les Peugeot RCZ et la toute première mouture du SUV 3008 et ouvrir une nouvelle ère celle incarnée par le manifeste Peugeot SR1 dès 2010. La 608 est passée à la trappe.

page 15 jeux.qxp_Mise en page 1 02/05/2026 22:07 Page 1

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 4 mai 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

UNIVERSITÉ DE BOUMERDES

Conférence nationale sur l'IA et l'économie intelligente

L'Université M'hamed-Bougara de Boumerdes a abrité, dimanche, une conférence nationale sur l'intelligence artificielle (IA) et l'économie intelligente, avec la participation de chercheurs, spécialistes et étudiants-doctorants de différentes universités et laboratoires nationaux.
Dans son allocution d'ouverture, le doyen de la faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, Mohamed Derban, a indiqué que cette rencontre de deux jours s'inscrit dans le cadre des mutations numériques que connaissent les institutions nationales, soulignant que la numérisation constitue un levier essentiel pour relever les défis liés à l'intelligence artificielle, notamment dans les domaines économique et industriel.

MDN

Opération régionale de destruction de stupéfiants et de substances psychotropes à Chlef

Une opération régionale de destruction de plus de 9000 kilogrammes de kif traité, de près de 160 kg de drogues dures (cocaïne et héroïne) et de plus de 10 millions de comprimés psychotropes a été organisée, dimanche, à Chlef en 1ère Région militaire (RM), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).
"En application des dispositions relatives à l'incinération et à la destruction de divers types de drogues, et à l'instar des opérations précédentes, une opération régionale de destruction de stupéfiants et de substances psychotropes a été organisée aujourd'hui, dimanche 03 mai 2026, à Chlef en 1re Région militaire, et ce, en présence des autorités civiles, judiciaires et sécuritaires locales et régionales. Au cours de cette opération, l'ensemble des drogues saisies par les unités de l'Armée nationale populaire, de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale et des Douanes algériennes" a été rassemblé, précise la même source.
"Cette opération a été supervisée par la commission régionale chargée de la destruction des drogues et des psychotropes, sous la présidence du Procureur général près la Cour de Chlef. Au cours de cette opération qui s'est déroulée dans des conditions organisationnelles rigoureuses, avec la mise en oeuvre de tous les moyens matériels et humains nécessaires à son succès, 9121 kilogrammes et 500 grammes de kif traité, 159 kilogrammes et 153 grammes de drogues dures (cocaïne et héroïne) ainsi que 10.582.389 comprimés psychotropes ont été détruits", souligne le communiqué.
"Il est à noter qu'hier, toutes les quantités saisies au niveau des centres de regroupement ont été rassemblées, pesées et inventoriées par les services de la police judiciaire représentés par les autorités judiciaires, la Gendarmerie nationale et la Sûreté nationale, avant d'être transportées sous escorte vers les usines concernées par l'opération d'incinération et de destruction, où les scellés ont été ouverts et les saisies inventoriées, pour entamer ensuite le processus de destruction de ces drogues, conformément aux techniques et normes légales, et dans le respect des mesures de sécurité et de protection de l'environnement".
A noter que cette opération de destruction "dénote de l'efficacité de la stratégie nationale de lutte contre ce phénomène et des efforts considérables déployés par les unités de l'Armée nationale populaire et les différents services de sécurité pour faire face à ce fléau dangereux qui menace notre société, notre sécurité nationale et notre économie, et pour contrecarrer toutes les tentatives visant à inonder notre pays de ces substances toxiques", conclut le MDN.

ENERGIE, MÉTAUX

La BM prévoit une hausse notable des prix en 2026

L'institution souligne que les perspectives d'évolution des prix des matières premières restent exposées à de nombreux risques, dont une durée plus longue que prévu des hostilités au Moyen-Orient, ainsi que des facteurs liés à l'offre et à la demande.
Les prix des matières premières agricoles devraient globalement connaître de fortes hausses en 2026, en raison du choc lié à la guerre au Moyen-Orient, a estimé la Banque mondiale dans son rapport « Commodity Markets Outlook » publié le mardi 28 avril. L'institution financière multilatérale précise que les prix des matières premières devraient, dans l'ensemble, augmenter de 16 % en 2026, sous l'effet de la flambée des prix de l'énergie et des engrais, ainsi que des niveaux record atteints par les cours de plusieurs métaux clés.
Les prévisions de la Banque mondiale reposent sur une hypothèse selon laquelle la phase la plus aiguë des perturbations de l'approvisionnement liées à la guerre au Moyen-Orient prendra fin en mai. Par la suite, les volumes de fret maritime transitant par le détroit d'Ormuz devraient se redresser progressivement, pour se stabiliser aux niveaux d'avant-guerre d'ici le dernier trimestre de l'année.
Les prix des produits énergétiques devraient bondir de 24 % en 2026 pour atteindre leur niveau le plus élevé depuis le déclenchement du conflit russo-ukrainien en 2022. Les attaques contre les infrastructures énergétiques et les fortes perturbations du transport maritime dans le détroit d'Ormuz, qui concentre environ 35 % du commerce mondial de brut par navire, ont provoqué le plus important choc d'approvisionnement pétrolier jamais enregistré, avec une réduction initiale de l'offre de quelque 10 millions de barils par jour.
Même après avoir reflué depuis leur récent pic, les cours du Brent restaient supérieurs à la mi-avril de plus de 50 % à leur niveau du début de l'année. Le baril de Brent devrait s'établir en moyenne à 86 $ en 2026, en hausse de 24,6 % par rapport au prix de 69 $ enregistré en 2025, avant de tomber à 70 $ le baril en 2027.
Les prix du gaz naturel européen devraient connaître une hausse de 25 % en glissement annuel en 2026, avant de reculer de 20 % en 2027. La flambée des prix du gaz attendue cette année sur le Vieux continent est due à la baisse de l'approvisionnement en GNL liée au conflit, la région se disputant les chargements disponibles avec des acheteurs qui s'approvisionnent généralement au Moyen-Orient. Après une forte hausse en 2025, les prix du gaz naturel américain devraient augmenter plus modérément en 2026 et 2027, de 8 et 5 % respectivement.
Les prix du charbon devraient quant à eux augmenter de 20 % en 2026, avant de reculer de 12 % en 2027. La pénurie de gaz devrait être partiellement compensée par un recours accru au charbon pour la production d'électricité, de quoi soutenir une hausse de la demande de charbon thermique.
Les chocs envisagés pour l'énergie, les engrais et d'autres matières premières reflètent principalement des perturbations (la capacité de production mondiale est suffisante, mais l'accès est temporairement entravé), plutôt que des déséquilibres plus fondamentaux entre la consommation et la capacité d'approvisionnement.
Le rapport projette également que les prix des métaux, dans l'ensemble, enregistrent une hausse de 17 % cette année, dans un contexte marqué par une forte demande liée au développement des centres de données, des véhicules électriques et des énergies renouvelables.
Les prix de certains métaux de base devraient également atteindre des sommets historiques cette année. Il s'agit notamment de l'aluminium (+21,6 %, à 3200 USD la tonne), du cuivre (+20,6 %, à 12 000 USD la tonne), et du nickel (+12,1 % à 17 000 USD la tonne).
Les métaux précieux continueront à battre des records de cours et de volatilité, avec une hausse moyenne des prix de 42 % attendue en 2026, et l'incertitude géopolitique alimentant la ruée vers les valeurs refuges. L'expansion des utilisations industrielles de l'argent et du platine devrait accentuer la tension sur le marché.
Le prix moyen de l'or, placement de choix pour les investisseurs en quête d'une « valeur refuge », devrait augmenter de 36,6 % cette année pour atteindre un record de 4700 USD l'once, avant de refluer à 4300 USD en 2027. Celui de l'argent s'envolerait de 75,9 %, à 70 $ l'once, tandis que le cours du platine enregistrerait une hausse de 52,5 %, à 1950 $ l'once.

Agence